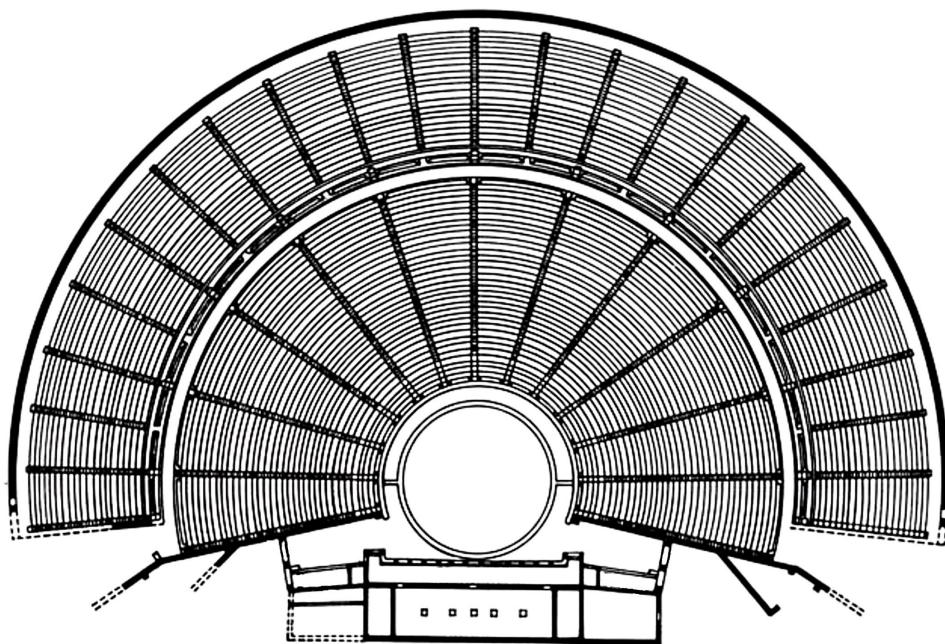


Le mouvement grec pour la démocratie directe

Le « mouvement des places » du printemps 2011 dans la crise mondiale

- Première partie -



Sommaire

Introduction générale : Entrée en période troublée	p. 3
Le retour de l'oligarchie	p. 4
L'oligarchie des oligarques...	p. 5
... et processus d'oligarchisation	p. 6
L'oligarchie : tous contre ou tout contre ?	p. 9
Révoltes prévisibles et autonomie possible	p. 9
Des transformations anthropologiques	p. 10
Considérer lucidement l'avenir	p. 12
Vers la démocratie directe...	p. 13
Considérations sur la Grèce moderne (C. Castoriadis)	p. 14
Les prémisses du mouvement.	
<i>2008 – 2011 : La lente montée de l'exaspération sociale</i>	p. 24
Récit d'un participant sur la place Syntagma	p. 32
Les assemblées générales de Syntagma :	
Structure et fonctionnement	p. 37
Le mouvement des places en Grèce :	
<i>Les réalités grecques aux prises avec les exigences de la démocratie directe</i>	p. 40
<i>« Nous sommes à un stade embryonnaire de la démocratie directe »</i>	p. 51

Couverture : Plan d'un théâtre grec antique

Introduction générale

Entrée en période troublée

Le mouvement de la place *Syntagma* du printemps dernier condense tous les espoirs et les dangers d'une ère de troubles qui a débuté, semble-t-il, avec le soulèvement tunisien¹. Les assemblées d'Athènes et des autres villes grecques ont placé au cœur de leurs revendications et de leur fonctionnement le principe de la *démocratie directe*, c'est-à-dire la rupture avec le fonctionnement oligarchique libéral actuel. Pendant quarante jours, sous une omerta médiatique, elles ont ouvert, pratiquement, la seule issue possible aux multiples impasses dans lesquelles nous sommes tous engouffrés, mesurant du même coup la distance qui nous sépare d'une société auto-gouvernée. Qu'il s'agisse du pays même où, il y a 2.500 ans, a jailli la source qui ne cesse d'inspirer les tenants d'une émancipation toujours à commencer ne relève que du pur symbole. Il appartient aujourd'hui à l'humanité de lui donner un sens ou de le repousser dans la nuit.

Les mouvements populaires qui se succèdent et se succèderont partout ne sont pas les soubresauts inévitables d'une crise financière passagère au sein du seul ordre social possible. Il serait tout aussi erroné d'y voir le réveil des dominés dont les révoltes convergeraient enfin, providentiellement, pour assurer à l'espèce humaine on ne sait quel paradis promis. Ces deux positions, proprement mythologiques, manquent l'essentiel : la profondeur des crises que nous vivons depuis une génération, et leur présente accélération, qui ouvrent une nouvelle ère annoncée depuis longtemps par la plupart de ceux qui se sont attelés à décrire les grandes tendances souterraines. Aux « *Trente Glorieuses* » de l'après-guerre ont succédé plusieurs décennies de « crises » dont beaucoup ont voulu croire qu'elles n'étaient qu'un mauvais moment à passer, une pause, un accident dans la croissance permanente du « niveau de vie », du « confort » et de la « sécurité », tandis que le conflit social finissait de s'éteindre. La période qui s'ouvre maintenant marque la fin de cette illusion, en même temps que le surgissement des transformations qu'elle masquait. La qualifier d'*époque de troubles* permet d'exprimer autant le caractère indéterminé de son déroulement que le bouleversement des conceptions politiques admises jusqu'ici.

¹ Voir nos brochures n°17 & 17bis, *Les soulèvements arabes face au vide occidental*, avril – mai 2011, disponibles en librairies de la région parisienne et sur notre site www.magma-web.fr, rubrique *Nos textes > Brochures*.

Le retour de l'oligarchie

Une manière d'aborder les enjeux du moment est de s'attarder sur le terme d'« oligarchie » : cantonné jusqu'il y a peu, et à contresens, à la description de la réalité russe, son apparition récente et soudaine dans les luttes comme chez les grands média s'est accompagnée d'une torsion de sens qui révèle une incapacité à penser la situation contemporaine. « Oligarchie » est devenu la tarte à la crème pour désigner vaguement les dominants, les « décideurs », ceux qui nous ont mis là et dont on ne veut plus. Les uns ne veulent qu'y entendre « la classe dirigeante », voire « la bourgeoisie » afin de refourguer leurs éternels vieux schémas millénaristes, qui risquent d'ailleurs de se répandre à nouveau. Les autres y désignent ceux qui ne font que profiter de leurs privilèges plus ou moins légitimes, ne s'occupant « *que d'eux-mêmes, plutôt que de s'occuper de nous* »², et attendent de bons dirigeants. On ne peut que se réjouir d'entendre les populations se décider à qualifier leur petit personnel politique en utilisant un vocable hautement pertinent – mais ce serait s'exposer à de graves désillusions que de se satisfaire de la confusion qui l'accompagne.

Car personne ne veut y voir le retournement copernicien que visaient ceux qui, comme C. Castoriadis, employaient depuis longtemps, et dans un étrange silence, ce terme politique posé par Aristote, et défini brièvement depuis comme le règne d'une minorité élue (et non tirée au sort comme c'était l'usage dans l'Athènes du V^e siècle av. J.-C.). La réalité que recouvre le terme *oligarchie*, récuse la propagande jusqu'ici acceptée qui fait des régimes de type occidental des *démocraties* – qu'il suffirait aujourd'hui de purger de mystérieux mauvais « élus ». Tout comme il réfute rétrospectivement la vision marxiste d'une société, économique de part en part, qu'on pourrait réduire à une hiérarchie de classes sociales antagoniques où le prolétariat serait historiquement amené à incarner le Salut de l'humanité.

C'est dire si le terme d'oligarchie, utilisé aujourd'hui à tort et à travers, oblige en fait à repenser à la fois le régime social établi, le rôle des dominants, l'aspiration des dominés, et les rapports entre eux ; autant d'impensés qui se sont établis parallèlement au déclin épouvantable de ce qui se donne pour "théorie politique", académique et / ou radicale.

² Slogan d'un « indigné » israélien campant sur le Boulevard Rothschild à Tel-Aviv, lors du « mouvement des tentes » qui a secoué le pays en juillet.

L'oligarchie des oligarques...

Commençons par les puissants de ce monde, sur lesquels la contestation aime d'autant plus à s'attarder qu'elle rechigne à considérer ses propres faiblesses. Dire aujourd'hui qu'ils constituent une oligarchie, c'est d'abord partir du principe qu'ils ne forment plus une *classe*, pour qui s'attache encore aux sens des mots. Ils n'investissent pas, ils misent ; ils n'entreprennent pas, ils déconstruisent ; ils ne gèrent pas, ils pillent ; ils ne négocient pas, ils rackettent ; ils ne combattent pas, ils détournent ; ils ne perdent pas, ils émigrent ; ils ne gagnent pas, ils règnent – bref, ils ne *dirigent* pas ; ils se contentent de *dominer*. La corruption devenue régime social, le clientélisme, l'exercice consacré du pouvoir, et l'arrivisme, posture comportementale de base, sont les modalités mondialisées de cette « *révolte des élites* », excellemment décrite par C. Lasch il y a près de vingt ans³. Le « capitaine d'industrie » inventif, autoritaire et paternaliste, entrepreneur « shumpétérien » passionné par la création de formes novatrices et pérennes, a fait place au jeune trader libéral-libertaire, nomade et *borderline*, obsédé par le luxe et l'hédonisme marchand *high-class*, totalement nuisible du point de vue de la logique capitaliste elle-même. Aux bourgeoisies raffinées, moralistes et hypocrites⁴ ont succédé des quasi-maffias obscènes et prédatrices : c'est tout naturellement qu'elles s'allient *systématiquement* les bandes, les gangs et les caïds pour mener leurs raids contre les peuples et leurs cultures. Il ne s'agit pas de « guerre sociale », le terme sous-entendant au moins deux camps constitués : celui de « mise à sac » décrit mieux le monopole de l'initiative. Ces traits déjà décelables depuis la « contre-offensive » sauvage de l'oligarchie, qu'elle tente depuis trente ans de faire passer pour du (néo)-« libéralisme » sont devenus évidents en France depuis l'élection de N. Sarkozy⁵, et incontournables à tous via le *hold-up* perman-

³ Christopher Lasch, 1995 ; « *La révolte des élites* », Climats, 1996. On notera que si l'auteur s'inquiète de la « *trahison de la démocratie* » par les élites, c'est dans le sens d'un abandon par celles-ci des valeurs des régimes parlementaires des « démocraties » représentatives, telles qu'elles se sont graduellement formées depuis les années 1920, soit une « sociale-démocratie » qui essayait de restreindre jusqu'à un certain niveau les inégalités inhérentes au capitalisme.

⁴ Sur le bourgeois *en tant que type anthropologique* (qui ne saurait donc être réduit au simple détenteur de capitaux), on consultera l'ouvrage magistral de W. Sombart, *Le bourgeois. Contribution à l'histoire morale et intellectuelle de l'homme économique moderne* (1912), trad. par S. Jankélévitch, Paris, Payot, 1966 (disponible sur le lien <http://gesd-free.fr/sombourg.pdf>).

⁵ On lira sur cette question, entre autres écrits de G. Fargette, « 2007 : L'oligarchie s'affirme », Bulletin « *Le crépuscule du XX^e siècle* », n° 18 - 19 - 20, mai 2008, ainsi que

ent que constitue le traitement institutionnel de la crise dite financière de 2007⁶.

Réduire cette dernière à ses seules dimensions économiques serait justement manquer les implications du passage des sociétés de classes aux sociétés oligarchiques, car ce sont *les mécanismes mêmes* du capitalisme historique qui branlent : la course à l'accumulation, au pouvoir et à la puissance rencontrait hier des valeurs, des habitudes, des coutumes et une épaisseur sociale qui se cristallisaient en luttes acharnées, collectives ou parcellaires, qui en limitaient les effets les plus dévastateurs, voire arrachaient, en Occident, une multitude de droits historiques. La disparition du mouvement ouvrier depuis un demi-siècle a libéré le délire de maîtrise rationnelle, qu'elle soit économique ou techno-scientifique, de ses entraves culturelles, de tout contrôle empirique et de toute régulation sociale, comme elle a ôtée aux dominants toute unité conséquente. Ceux-ci ont eux-mêmes accéléré le délitement de l'Etat-nation où ils avaient trouvé pendant des siècles le cadre où exercer une souveraineté économique. La paix relative qu'a connu le monde développé dans l'après-guerre leur a laissé les mains libres pour s'acharner sur leurs populations, balayant tous les garde-fous : nos oligarchies occidentales sont *libérales*, au sens où demeurent des droits *réels*, par héritage, mais elles le sont et le seront de moins en moins. L'oligarchie est désormais seule à régner sur une dynamique emballée qui désarme jusqu'à l'imaginaire de toute dissension, condamnant à une désertion qui ne fait qu'accélérer le délitement des sociétés. De tout cela, on peut *s'indigner*, mais cela ne doit pas dispenser de *comprendre*. Et d'abord, de comprendre comment une telle couche parasitaire a pu s'installer.

... et processus d'oligarchisation.

En l'absence de guerre civile déclarée ou larvée, une élite ne se maintient qu'avec l'assentiment, même contrarié, du plus grand nombre – c'est ce que les « soulèvements arabes » ont rappelé aux plus distraits. Il s'agit aujourd'hui de redécouvrir que l'évolution des sociétés ne se fait jamais sans les peuples et que les formes de la domination dépendent des réactions des dominés. C'est bien là le sens incarné par l'oligarchie : l'absence de front social, de frontière tacite qui délimiterait non pas simplement des milieux

« *La crise économique comme régime durable* », *id.* n°21, novembre 2009, disponibles sur le site.

⁶ Cf. notre tract du 1^{er} mai 2009 ; « *Crise économique et transformation sociale* », disponible sur le site.

économiques et culturels différents, mais bien des *projets de société antagoniques*. Les incantations à la « lutte des classes » la vident de sa signification essentielle aujourd'hui disparue : le combat collectif contre la hiérarchisation de la société. L'oligarchie est à la fois cause et conséquence de l'épuisement du mouvement ouvrier, qui porta haut cette lutte dont aucune catégorie particulière n'a jamais été dépositaire, pas plus qu'elle ne fut la résultante mécanique de conditions sociales-économiques – le projet d'émancipation fut repris par diverses catégories tout au long de l'histoire de l'Occident moderne (premiers bourgeois, classe ouvrière, femmes, minorités et jeunes plus récemment, etc.). Les « marxistes » se rassurent en confondant l'approfondissement réel des différenciations sociales depuis une génération avec une volonté populaire quasi-inexistante d'établir un régime égalitaire. Sans doute faudrait-il leur faire (re)lire Marx et ses meilleurs disciples pour leur rappeler qu'une conscience politique ne se forme pas *ex nihilo*, mais bien au sein d'une collectivité qui s'*auto-constitue* et s'*auto-définit* dans des luttes concrètes⁷. On peut plus simplement remarquer que l'existence de couches sociales est une constante de l'histoire écrite de l'humanité, sans qu'il n'en résulte pour autant de tendance à l'autonomie ; tout comme l'opulence est un trait régulier des mythologies traditionnelles, sans qu'aucun partage égalitaire n'en résulte. De fait, la majorité des luttes populaires depuis l'après-guerre sur tous les continents a été mue par la volonté d'accéder au modèle capitaliste-libéral occidental ou de le conserver tel qu'il a émergé au mitan du siècle, et dont le marxisme-léninisme s'est avéré n'être qu'une des formes : *une opulence matérielle croissante accompagnée de droits individuels historiquement novateurs garantis par un Etat-providence*. De brefs éclats ont fait entrevoir d'autres possibles, et on ne peut que s'en réclamer, mais ils sont restés sans lendemain et sans héritage, même s'ils n'ont pas connu de réelle défaite, comme Mai 68. Et ils ont toujours servi de soubassement à d'intenses retournements idéologiques.

⁷ La fameuse distinction entre *classe en soi* et *classe pour soi*, que dresse Marx aux dernières pages de la *Misère de la philosophie*, et systématisée ultérieurement par N. Boukharine, montre que l'existence d'une conscience politique radicale se crée « *dans la lutte* » où « *cette masse se réunit, elle se constitue en classe pour elle-même* ». Les excellentes analyses d'E. P. Thompson (cf. son ouvrage *La formation de la classe ouvrière anglaise*), ainsi que sa polémique contre L. Althusser, montrent bien que la classe n'est pas une structure fixe mais plutôt un *devenir*, lié aux conditions sociales-historiques propres à l'époque sous lesquelles elle se forme.

C'est cela, le pivot de l'oligarchie, son moteur interne, la source de sa légitimité, que tant de « révolutionnaires » refusent de voir : l'intériorisation des fondements imaginaires des sociétés occidentales et même l'adhésion, passive sinon passionnée, à celles-ci telles qu'elles se présentent dans leur double aspect, à la fois imbriqué et incompatible, d'héritières des acquis des luttes pour l'autonomie sociale et individuelle et lieu de déploiement par excellence des mécanismes capitalistes. L'évanescence progressive du conflit social, consubstantielle à la quasi-disparition du projet de collectivités fondées sur l'égalité et la liberté, est particulièrement visible à travers le *processus d'oligarchisation*. Celui-ci s'est révélé être la reproduction spontanée, de moins en moins contrariée, d'appareils de direction formels ou informels dans tous les collectifs, y compris contestataires. C'est ce que certains ont appelé dès le milieu du XX^e siècle la « bureaucratisation du monde », en dénonçant le cache-sexe économiste qui rationalisait une telle dépossession. Ce phénomène *auto-entretenu* ne semble avoir laissé comme perspective à tous que la volonté d'ascension dans l'échelle des revenus et des pouvoirs, la poussée de chacun vers sa strate sociale immédiatement supérieure et le mépris pour sa strate subalterne⁸. Les attitudes et les comportements de la minorité régnante se sont ainsi propagés de façon mimétique dans tous les milieux. La conception si répandue de la liberté comme absence de limites et constitution d'un entre-soi montre bien la fascination exercée par les petits milieux surplombants qui se considèrent *affranchis* de toutes les règles censées s'appliquer sans faiblesse à leurs subordonnés. Dans ces conditions, les dominants n'ont pas d'ennemis, ils n'ont que des *concurrents* – qui n'ont d'autre possibilité que s'éliminer entre eux. Telle est l'oligarchie contemporaine, la tendance dominante à laquelle nous allons devoir nous confronter. Il est erroné de penser qu'un « prolétariat » idéalisé sera inéluctablement amené à entrer dans une « juste colère », que la dégradation de la situation entraînera logiquement une réapparition d'une *certaine décence* : on « réussit » aujourd'hui pour « *s'en sortir* », ce qui est une manière très directe de signifier que l'ascension hiérarchique reste la voie royale du *sauve-qui-peut*. En même temps, et contradictoirement, le recours aux « autorités » demeure encore le premier réflexe face à la dégradation continue des conditions de vie pour ceux qui ne peuvent émigrer. Certes, cela n'épuise pas la description des forces sociales actuelles, mais l'oligarchie les conditionne toutes – l'ignorer, c'est s'y livrer pieds et poings liés.

⁸ On lira à ce sujet le très incisif livre d'Eric Maurin *Le ghetto français – Enquête sur le séparatisme social*, 2004, Seuil.

L'oligarchie, tous contre ou tout contre ?

Finalement, ce que *l'utilisation* récente du terme d'oligarchie signifie, c'est la défiance grandissante du peuple envers ses élites au fur et à mesure qu'il comprend que le contrat social - où l'apathie politique se payait en perspective de consommation accrue - est rompu. Mais ce que la *réalité* de l'oligarchie décrit précisément, c'est la disparition, largement signalée depuis une cinquantaine d'année, du conflit social tel que l'avait connu l'occident depuis deux, sinon six siècles. Ce chassé-croisé inédit semble annoncer une reprise du cours sinueux de l'Histoire. Il semble surtout annoncer la *fin de la modernité*, comprise comme un antagonisme qui secoue régulièrement la société dans son ensemble, qu'il s'agisse de la bourgeoisie mûrissant longuement sous le joug de l'aristocratie, ou du monde ouvrier qui a dessiné un horizon politique sans égal. Si cet aspect de la modernité s'avère n'être qu'une parenthèse dans l'histoire de l'humanité, il nous faut alors aujourd'hui renouer avec des catégories antiques de pensée politique et des mécanismes immémoriaux, mais dans un contexte fondamentalement différent. Cela en dit long sur l'ampleur de la régression et l'épuisement de la créativité historique⁹.

Révoltes prévisibles et autonomie possible

C'est bien tout l'enjeu de la période qui s'ouvre, du sens de la défiance vis-à-vis des « gouvernants », l'ambivalence des émeutes de la jeunesse anglaise ou chilienne, étudiante ou populaire, des soulèvements arabes, des rassemblements et occupations américains, burkinabés, espagnols, grecs ou israéliens, et des mouvements qui se multiplieront dans l'avenir au rythme des mesures d'austérité imposées. Difficile de ne pas y voir une réaction quasiment *psychodramatique* au rétrécissement de l'horizon d'abondance, de protection et d'apathie, ce « niveau de vie » qui aimantait les choix existentiels depuis la fin de *l'idéologie du Progrès*. Face aux promesses non tenues de l'ordre actuel, et qui organisaient jusqu'ici sa relative stabilité et son extension, les crispations iront croissant et leurs formes sont largement imprévisibles. La colère des couches moyennes en voie de déclassement brutal et des classes paupérisées abandonnées à elles-mêmes pourrait très bien prendre des formes qu'on a cru oubliées, d'autant plus facilement que les doctrines « de gauche » n'ont depuis longtemps plus rien à voir avec la simple réalité populaire. La désorientation idéologique, l'insignifiance

⁹ Sur tous ces points appliqués au mouvement français contre la réforme des retraites d'octobre 2010, voir notre brochure n°16 *Octobre 2010 : une lutte à la croisée des chemins*, mars 2011.

contemporaine et un bref regard vers l'histoire passée, lointaine ou récente, doivent faire admettre comme inévitables une succession d'émeutes et de pillages nihilistes, la montée des extrêmes droites dans toutes leurs variantes locales de fétichisme idéologisé de « l'origine » et de la « pureté », nationales, religieuses ou ethniques, et l'émergence de mouvements prophétiques plus ou moins délirants.

Il existe dans ces sinistres tendances une volonté confuse de rompre avec l'univers mental qui domine aujourd'hui la planète, et sans doute est-ce la même qui pourrait amener la possibilité de l'instauration de régimes démocratiques, égalitaires et sobres. La question « *quelle société voulons-nous ?* » va devoir à nouveau polariser les réactions populaires à venir en servant de ligne de démarcation, comme elle le fut avant d'être neutralisée successivement par le déterminisme historique, l'antitotalitarisme conservateur, le catastrophisme spectaculaire et, plus que tout, la réalisation capitaliste de l'abondance matérielle. Bien entendu, elle ne peut que rester ouverte, mais elle ne pourra que se poser pratiquement, comme elle le fut par le passé et comme elle le restera, tant qu'il y aura de l'Histoire. Et il ne s'agit pas, ou si peu, de débats intellectuels, de choix politiques, d'options culturelles qu'il suffirait de soupeser pour trancher collectivement, fût-ce en assemblées générales : ce qui est en jeu ici, ce sont des modes comportementaux profondément enracinés dans la personnalité et qu'on peut aisément qualifier *d'anthropologiques*.

Des transformations anthropologiques

Ce qui est requis aujourd'hui va au-delà de simples décisions explicites, et même au-delà de simples habitudes à perdre, de réflexes à changer, d'attitudes à bouleverser, de gestes quotidiens à repenser – sans en faire l'économie. C'est la formation de l'être humain tel que les sociétés contemporaines le façonnent, au plus profond de son intimité, qui est à altérer essentiellement. A chaque société particulière correspond un individu particulier, et réciproquement. Evidence perpétuellement oubliée par nos républicains, libéraux et gauchistes, qui rêvent de personnalités malléables et façonnables, avec les résultats que l'on a vu à l'Est comme à l'Ouest. Banalité que redécouvrent les peuples en lutte, qui constatent que le népotisme comme le chacun-pour-soi, la religiosité comme le désir d'autorité, l'image de soi comme la relation à la collectivité ne s'altèrent pas du jour au lendemain, la nuit fut-elle celle des barricades victorieuses. Le cas tunisien – et plus largement arabe – est évident, et c'est également ce à quoi se mesurèrent explicitement les Grecs propageant et pratiquant la démocratie di-

recte sur la place *Syntagma* : il ne suffit pas de se déclarer assemblée souveraine pour que s'évanouissent le narcissisme, l'irresponsabilité, le ressentiment et le conformisme national d'une société grecque qui vivait sous perfusions économique, politique et culturelle. Certes, on ne fera pas sans. Mais partout dans le monde, le risque est grand que les tentatives d'auto-organisation ne soient vécues que comme des pis-aller palliant l'absence de l'Etat, et que les poses « radicales » ne servent *in fine* qu'à le rappeler à son rôle tutélaire – comme il a été largement d'usage jusqu'à présent, y compris et surtout dans les milieux gauchistes, notamment ceux qui noyautaient les assemblées et commissions athéniennes.

Des tentatives de descriptions de l'homme contemporain occidental ont été faites ailleurs. Contentons-nous d'en pointer quelques éléments marquants en commençant par ce qui a été appelé la contradiction fondamentale du capitalisme¹⁰ : la bureaucratie capitaliste cherchait à soumettre une masse d'exécutants en lui imposant des directives soi-disant rationnelles – auxquelles les premiers concernés devaient perpétuellement désobéir *pour en atteindre les objectifs*. L'auto-organisation des gens quotidiennement en lutte contre des directions absurdes permettait alors d'espérer en un dépassement des grandes divisions économiques, sociales et politiques. Mais une myriade de transformations sont venues bousculer ce schéma vertical, rationaliste et conflictuel, notamment sous les coups portés par la « *contre-culture* » des années 60, pour dessiner des organisations réticulaires, managériales et contractuelles¹¹ : les contradictions profondes entre le fantasme de contrôle et la réalité humaine ont été intériorisées par l'individu, chargé de devancer et de régler par lui-même les impasses de fonctionnement. Passé du terrain social à l'espace mental, le conflit interne à nos sociétés a formé une personnalité douloureusement clivée et instable, se comportant comme un survivant constamment en manque dont certains traits ont déjà été décrits¹² : perception de la collectivité comme une contrainte de moins

¹⁰Cf. C. Castoriadis 1961 ; « *Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne* », disponible sur le site.

¹¹On lira par exemple L. Boltanski et E. Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard 1999 ; R. Sennett « *la culture du nouveau capitalisme* », Hachette 2008 ou encore Vincent de Gaulejac, « *La société malade de la gestion : idéologie gestionnaire, pouvoir managérial et harcèlement social* », Seuil 2009

¹²On lira par exemple le devenu classique C. Dejours *Souffrance en France : la banalisation de l'injustice sociale* Seuil 1998, et surtout C. Lasch *le Moi assiégé : essai sur l'érosion de la personnalité* Climats 2008. Quelques éléments étaient repris dans *Octobre 2010, op.cit.*

en moins tolérable avec laquelle il faut éviter toute réelle dissidence ; conformité insatiable à l'attente supposée du regard d'autrui couplée à la recherche avide de l'originalité pour elle-même ; dépression généralisée supportée en sur-investissant les multiples prothèses technologiques sans cesse en renouvellement ; présent perpétuel et vide d'où l'on ne s'échappe qu'à travers la multiplication des mondes virtuels ; etc. Tous ces éléments peuvent se ramener à une tentative d'échapper à la mortalité non plus dans la religion, devenue sparadrap caractériel, mais dans l'accumulation, la consommation, le divertissement et, fait nouveau, leur concentration dans l'infini apparent des univers « immatériels » numériques. Ce désir *d'illimité*, d'illimitation, placé aujourd'hui dans le pouvoir, les biens, les relations, mais aussi dans la quête permanente de reconnaissance et de sécurité, est aujourd'hui menacé et, à terme, condamné. Ce que dessinait la société occidentale était bien cet univers sans bornes, où l'opulence à portée de main constituait un *infini terrestre*, alimentant un manque plus invivable encore chez ceux qui y accédaient à volonté que chez ceux qui manquaient de tout. C'est dire la panique anthropologique qui risque de parcourir le monde devant le surgissement de la finitude que nous vivons, tant à l'échelle des ressources de la planète qu'à celle de la socialité la plus élémentaire. Et si les inévitables démarche de réappropriation de postures millénaires prennent la forme d'un retour forcé des limitations extérieures, hétéronomes et massivement religieuses, elles pourraient aussi amener à une reconquête d'un bon sens qui se décline en autant de valeurs d'hospitalité, d'entraide, de solidarité et de convivialité. C'est dire, aussi, la maturité exigée pour l'établissement d'une démocratie véritable, qu'on pourrait caractériser comme *le régime de l'auto-limitation* individuelle et collective, et pour l'investissement d'activités autonomes où l'homme créateur puisse rendre l'humanité reçue de ses prédécesseurs anonymes, avant de sombrer lui-même dans l'oubli.

Considérer lucidement l'avenir

On voit que le terme d'oligarchie ne sert en rien à affronter l'époque s'il élude la gravité de la situation, la profondeur des changements à effectuer et s'il ne permet que de dessiner un exutoire, qui pourrait d'ailleurs rapidement déraiper. Ici encore se rejoignent, dans une posture religieuse, ceux qui attendent l'incarnation d'une *Providence* qui saura restaurer les promesses d'un monde qui s'estompe, comme ceux qui confondent l'aube et le crépuscule en entonnant l'air du chaos purificateur. Car en même temps qu'un projet d'autonomie qui remonte jusqu'aux racines de la Renaissance,

ce qui semble disparu se trouve également être les conditions matérielles de la prospérité du mode de développement occidental : l'épuisement programmée des ressources énergétiques fossiles, des richesses génétiques et des agro-écosystèmes productifs, conjugué à une montée démographique et migratoire mondiale, les uns comme les autres étant à la fois causes et conséquences des impacts multiples et imprévisibles sur les grands et petits cycles régulateurs, tant climatiques qu'épidémiologiques ou agricoles. Il semble clair qu'à moyen terme, le terrain « écologique » s'avèrera le support le plus efficace des dominants pour terroriser et contrôler les peuples, en faisant valoir, à raison, que l'accélération des transformations de la biosphère est la conséquence de l'adhésion des populations mondiales à un type de société incarné dans un mode de vie. Toute tentative pour restaurer un Etat-providence ne pourra, de ce fait, durer qu'un temps et l'éviction d'une oligarchie renouant avec une véritable répression armée impose d'autres postures que revendicatives. « *Dégager* » l'élite en place est évidemment un préalable indispensable pour *affronter* clairement ces problèmes titanesques, *mais ne les résoudra pas* : les peuples auront alors à habiter un monde sur un mode inconnu depuis des générations, sinon radicalement nouveau, puisque se poseront des questions matérielles considérées comme élémentaires, notamment alimentaires, sanitaires ou énergétiques. La ligne occidentale sur laquelle s'aligne le monde entier se brise sous nos yeux, et cette situation dépasse de loin toute considération « révolutionnaire ». Beaucoup en sont restés à la « réappropriation des moyens de production » sans s'être apparemment rendus compte que l'ère industrielle est close de multiples façons, ni que les techniques mêmes les plus élémentaires déterminaient les rapports sociaux. C'est dire combien nous sommes démunis face aux chocs qui résonnent aujourd'hui, et combien la lucidité sur les évolutions en cours doit demeurer le critère premier de toute initiative.

Vers la démocratie directe...

On trouvera toutes ces considérations bien sombres. Elles ne font pourtant que rassembler des éléments habituellement épars et que chacun tient, par-devers soi, couramment pour acquis. Rompre avec cette *pensée éclatée* qui caractérise la mentalité contemporaine, et nous donner les moyens de ne verser ni dans le déni, ni dans le catastrophisme, ni dans le messianisme, nous semble être le premier enjeu des événements à venir. Cela ne se fera qu'à certaines conditions, qui incluent la redécouverte des attitudes anthropologiques ancestrales qui peuvent constituer le terreau de toute démarche

autonome, ou la capacité de tirer les leçons des expériences de luttes populaires, y compris internationales. C'est bien ce que, ce printemps, des dizaines de milliers de Grecs (et, dans une moindre mesure, d'Espagnols) ont esquissé, malgré leurs limites importantes et incontestables, retrouvant dans la lutte ce à quoi certains appelaient depuis bien longtemps : la reconstitution d'un peuple digne de ce nom sur toutes les places publiques du pays ; la libération de la parole dans des assemblées capables d'accueillir autant les épanchements existentiels que les propositions politiques ; la mise en place de procédures populaires démocratiques, compréhensibles et respectées, dessinant en puissance un régime de démocratie directe ; le lancement de réflexions collectives quittant la posture revendicative pour entrelacer la vie quotidienne, la possibilité d'autres sociétés et la maîtrise des mécanismes géopolitiques ; l'affirmation d'une contre-société à l'identité articulée à une volonté internationaliste ; la vigilance permanente face aux tentatives de manipulations gauchistes et aux forces de division ou d'écrasement.

Ces éléments d'une réinvention du projet d'autonomie, à leur tour, ne sont pas un Salut, et ceux qui le croiraient s'exposent à des désillusions : la démocratie directe représente, pour nous, le seul moyen d'apporter des réponses face aux inévitables transformations à venir. Et cela ne pourra se faire qu'à condition de ne pas céder aux illusions d'un quelconque aménagement des logiques capitalistes et oligarchiques : l'irruption et le relatif succès des assemblées grecques ne sont pas exempts de telles ambivalences. Celles-ci ne pourront être levées que dans une pratique de la démocratie directe qui prononcerait *dans les actes* une rupture claire et volontaire avec le monde tel que nous le connaissons. C'est de ce point de vue qu'il faut, sans doute, comprendre à la fois le surgissement et les limites d'un tel mouvement : la juxtaposition d'une conscience intuitive que les crises actuelles s'enracinent loin dans l'histoire et d'une complexité qui demeure à poser d'autres bases. Ce saut vers l'inconnu ne pourra s'inscrire que dans une durée suffisamment longue pour permettre le long mûrissement propre à l'auto-éducation des peuples, alors même que la situation tend à se précipiter. Il y a, surtout, à résister aux sirènes de la peur, du n'importe quoi et de l'autoritarisme. Ce que chacun peut faire en ce sens est aujourd'hui plus précieux que quoi que ce soit d'autre. Emporté dans le tourbillon d'une histoire qui, plus que jamais, sera celle des peuples, le sentiment de *dérisoire* face à nos actes est sans doute le premier des mythes à dissiper.

Considérations sur la Grèce moderne

Cornelius Castoriadis

Extraits retranscrits de trois entretiens différentes que C. Castoriadis a accordées aux médias grecs. Le premier est tiré d'une interview intitulée « Nous sommes responsables de notre histoire », donnée en 1994 à la télévision publique grecque. Le deuxième provient d'une autre interview télévisée (« De l'homme et de ces idées »), datant de 1984, dans le cadre d'une émission consacrée à l'œuvre de Castoriadis. Le dernier est issu d'une longue interview réalisée après la chute du régime des Colonels, en 1975, qui n'a jamais été publiée suite à l'intervention du propriétaire du quotidien de centre-gauche Τα Νέα, auquel elle fut accordée. Nous traduisons les deux premiers extraits à partir de l'édition T. Παπαδοπούλου (éd.), Του Κορνήλιου Καστοριάδη, Athènes, Polis, 2001, pp. 25-31 et 58-59, respectivement, et le troisième à partir de K. Καστοριάδης, Το επαναστατικό πρόβλημα σήμερα, Athènes, Ύpsilon, 2000, pp. 50-52. Les notes et précisions entre crochets sont de nous.

On dit souvent que la Grèce est un « cas problématique » : que « tout se fait à l'improviste », « sans rien planifier », « sans aucun sérieux ». Beaucoup s'accordent là-dessus, mais ils se bornent à ce simple constat. Je sais que la situation grecque vous préoccupe profondément, quelle interprétation en proposez-vous? Pourquoi les choses se passent-elles ainsi en Grèce? Quelles en sont les causes profondes?

Cornelius Castoriadis : Tout d'abord, je n'en ai aucune idée. Ensuite, dans la mesure où je pourrais en savoir quelque chose, je dirais que la vie politique du peuple grec s'arrête aux alentours de 404 av. J.-C.

Je pense que cette réponse de votre part va beaucoup déranger...

Que voulez-vous... Je parle de la véritable vie politique du peuple, compris en tant qu'agent autonome. Je ne parle pas des batailles, des empereurs, des Alexandre et autre Basile Bulgaroctone. Après le V^e siècle av. J.-C. et l'auto-gouvernement du peuple au sein des cités démocratiques, la liberté grecque meurt – ou en tout cas elle disparaît complètement après l'étrange IV^e siècle. Les cités grecques tombent aux mains des rois macédoniens. Bien sûr, Alexandre et ses successeurs jouent un rôle historique majeur : ils conquièrent l'Asie et l'Égypte, ils diffusent la langue et la civilisation grecques. Mais à partir

de ce moment, il n'y a plus de vie politique. Les royaumes des successeurs d'Alexandre, comme régimes politiques, sont essentiellement des monarchies. Par ailleurs, comme on le sait, Alexandre lui-même a dû faire face à une mutinerie de la part des Grecs qu'il avait emmenés avec lui, car il voulait les obliger à s'agenouiller devant lui, comme le faisaient les Perses devant le Grand Roi – une attitude totalement étrangère aux Grecs. Tout au long de la période hellénistique (323-30 av. J.-C.), les cités grecques – à l'exception de quelques cas marginaux et passagers – deviennent des jouets des dynasties hellénistiques. Suit la conquête romaine, sous laquelle les cités grecques ne possèdent qu'une vie communale. Ensuite, vient l'empire byzantin. Byzance est une monarchie orientale et théocratique, la vie politique s'y résume aux intrigues de Constantinople, de l'empereur, des « puissants »¹³ et des eunuques de la cour. Et bien sûr, nos manuels scolaires n'évoquent jamais le fait qu'il y avait des eunuques à la cour byzantine, comme il y en avait à celle de Pékin...

Tout cela n'a à voir qu'avec un passé très lointain. Or la Grèce en tant qu'Etat moderne a déjà une histoire de 170 ans. Pourriez-vous vous focaliser sur cette période ?

Mais cette période est incompréhensible si l'on ne prend pas en compte les vingt-et-un siècles de non-liberté qui ont précédé. Donc après Byzance, vient la domination turque. Ne vous inquiétez pas, je n'entrerai pas dans les détails. Je signalerai seulement que sous la domination turque, le peu de pouvoir qui n'est pas directement exercé par les Turcs, est exercé par les *kotzabasides* [grands propriétaires fonciers et collaborateurs grecs récoltant les taxes pour les Turcs] qui tiennent les villageois sous leur emprise. Par conséquent, nous ne pouvons pas parler non plus de vie politique pour cette période. Quand la Révolution de 1821 commence, on constate d'une part l'héroïsme du peuple, et d'autre part – presque aussitôt – l'incapacité foncière de constituer une communauté politique. Au lendemain de la prise de Tripolizza (23 septembre 1821) commence la guerre civile.

¹³ Les *dynatoi* (les puissants) ou *epiphaneis* (célèbres) sont mentionnés dans les textes de caractère narratif et juridique byzantins pendant l'époque médiobyzantine. Il s'agit de dignitaires de l'administration ou de l'Église, des grands propriétaires fonciers et généralement des membres de la classe dirigeante, qui utilisent souvent leur pouvoir ou leur influence aux dépens de leurs voisins et les autres propriétaires fonciers. Du milieu du X^e siècle et de Romanos I jusqu'à Basil II, l'administration impériale s'efforce de réduire leur pouvoir, avec des mesures fiscales et de réformes, telles que l'impôt de l'*allelegyon*. Après 1037, les *dynatoi* ne sont plus mentionnés. (http://asiaminor.ehw.gr/Forms/flemmaAdd-s.aspx?Mode=Glossary¶mid=4141&bothimata_State=&kefalaia_State=).

D'où vient cette « incapacité foncière de constituer une communauté politique » ? Quelles en sont les causes ?

Personne ne peut répondre à la question de savoir pourquoi quelqu'un n'a pas créé quelque chose à tel moment donné. La constitution d'un peuple en communauté politique n'est pas quelque chose qui va de soi, qui se donne, c'est quelque chose qui se crée. On peut simplement constater que lorsqu'une telle création est absente, les caractéristiques de la situation précédente se perpétuent, ou ne changent que de forme.

Et quelles sont ces caractéristiques dans le cas grec ?

On en repère déjà certains dans les guerres civiles de la Révolution de 1821. On voit par exemple *que le respect de la loi et la solidarité* ont un caractère local, relevant d'un esprit de clocher, souvent plus puissant qu'un sentiment national. On observe aussi que les positionnements et les divisions politiques tiennent plus souvent à la personne des « chefs » qu'à des idées, des programmes, sans parler des intérêts de « classe ». Encore une autre caractéristique est *l'attitude face au pouvoir*. En Grèce, jusqu'à aujourd'hui encore, l'Etat continue de jouer le rôle de *dovleti*¹⁴, c'est-à-dire d'une autorité étrangère et lointaine dont on est le sujet (*ragias*¹⁵) plutôt que le citoyen. Il n'y a pas d'Etat de droit, ni d'administration impersonnelle, qui auraient affaire à des citoyens souverains. Le résultat, c'est le règne de la corruption comme caractéristique permanente. Le règne de la corruption continue la tradition centenaire de l'arbitraire des souverains et des « puissants » : princes de l'époque hellénistique, sous-consuls romains, empereurs byzantins, pachas turcs, *kotzabasides*, Mavro-

¹⁴ Du mot turc *devlet* qui signifie « État ». Par ce mot, on entend en grec une conception « orientale » de l'Etat, selon laquelle celui-ci se comporte de façon arbitraire et autoritaire, en étant, en même temps, le fief exclusif des divers clans et factions.

¹⁵ Ραγιάς: Le terme signifiait le subordonné, le soumis, l'obéissant et a été largement utilisé par les Ottomans. En effet, l'Empire ottoman a fonctionné autour de deux axes d'organisation principaux : l'extrême polarisation des résidents (et par conséquent l'absence de communication et d'échange) ainsi que l'établissement de la plus grande distance possible entre l'empire et les indigènes. Ce modèle d'organisation politique des Ottomans a été reproduit dans les pays conquis, réservant aux peuples colonisés une place comparable à celle d'un troupeau dompté : à l'instar des moutons de bergers qui leur donnent le lait et la laine en échange des soins qu'ils prodiguent, le peuple esclave a du renoncer à leurs propres produits, les réservant aux Turcs en échange d'une protection. Aujourd'hui, l'expression française 'j'ai travaillé comme un nègre' constituerait l'équivalent de l'expression 'Δούλεψα σαν ραγιάς' en grec qui signifie celui qui travaille très durement, comme un esclave.

michalides¹⁶, Kolettis, Diligiannis¹⁷...

Vous ne voyez pas d'exceptions ? Exceptions qui se situeraient notamment aux XIX^e et XX^e siècles ?

Bon, il y en a deux ou trois : Trikoupis, Koumoundouros [Alexandre Koumoundouros (1817-1883) : homme politique et homme d'Etat grec de réputation très honnête, qui a mené une politique d'importantes réformes], le mouvement vénizélien dans sa première phase¹⁸. Toutefois leurs quelques résultats ont été détruits par la dictature de Métaxas (1936-1940), l'Occupation italo-allemande, la Guerre Civile (1946-1949), le rôle du palais, le régime des Colonels (1967-1974), la « Pasok-cratie »¹⁹. Entre temps, il y a eu le stalinisme qui a

¹⁶ Grande famille grecque, originaire du Magne, qui a donné plusieurs politiciens et militaires. C. Castoriadis fait ici référence au rôle joué par les membres de cette famille pendant la Révolution de 1821, et notamment de Petrobey Mavromichalis (1765-1848), le dernier chef (*bey*) du Magne, représentant typique de l'autoritarisme et de l'esprit régionaliste évoqué ici : Il s'est opposé aux tentatives du premier gouverneur grec, Ioannis Kapodistrias (1776-1831) pour instaurer un Etat centralisé et lutter contre les clans et les factions, par le refus des impôts et l'organisation d'une révolte au nom de l'autonomie administrative traditionnelle du Magne sous l'Empire ottoman. Suite à l'échec du soulèvement de Magne, Mavromichalis fut emprisonné en 1830 ce qui entraîna l'assassinat du Gouverneur par un de ses fils (Georges Mavromichalis) et son frère (Constantin Mavromichalis) l'année suivante.

¹⁷ Ioannis Kolettis (1773-1947) et Theodoros Deligiannis (1820-1905), hommes politiques et hommes d'Etat grecs, réputés pour leur corruption et leur népotisme. Le second a été l'opposant principal de Charilaos Trikoupis (1832-1896), un des premiers représentants du courant « moderniste » et pro-occidental.

¹⁸ Il s'agit du mouvement inspiré par l'homme politique libéral et modernisateur Elefthérios Venizélos (1864-1936) – qui a assumé plusieurs mandats comme premier ministre - et de son parti, *Le Parti des Libéraux*. Le père de C. Castoriadis appartenait au mouvement vénizélien. Il distingue ici la première phase de celui-ci, ayant probablement en tête les premières réformes (établissement d'une sorte d'Etat social, etc.) de la seconde, à partir de l'éclatement de la Première Guerre mondiale, vers une politique nationaliste et impérialiste, accompagnée ar les mesures prises en 1929 contre le mouvement syndicaliste et les militants de gauche et anarchistes en général.

¹⁹ Néologisme qui se base sur le mot « PASOK », le nom de l'équivalent grec du PS. Il s'agit du parti fondé en 1974 par Andreas Papandreou (1919-1996), le père du premier ministre en place, George Papandreou. Se réclamant d'une idéologie social-démocrate, tiers-mondiste et nationaliste, il a accédé au pouvoir en 1981 et règne depuis presque 25 ans (1981-1989, 1993-2004, 2009-2011). Pendant toute cette période son appareil a imprégné l'Etat grec, en diffusant une culture de corruption qui se présentait comme une sorte de redistribution de la richesse d'inspiration social-démocrate qui aurait eu comme but d'intégrer au système social toutes les couches qui en auraient été exclues sous le régime autori-

réussi à corrompre et détruire le mouvement ouvrier et populaire naissant en Grèce²⁰ – on en paye encore les conséquences.

Vous me demandez de vous expliquer... Et vous pourriez-vous m'expliquer pourquoi les Grecs, qui luttèrent neuf ans durant et donnèrent leur vie pour se libérer des Turcs, ont voulu aussitôt après un roi ? Et pourquoi alors qu'ils ont chassé le roi Otto, ont-ils amené le roi Georges ? Et pourquoi par la suite ont-ils réclamé « olive, olive, et Constantin pour roi »²¹?

Mais ce sont vos réponses qui importent, surtout quand ce sont des questions que vous avez vous-même posées. Pourriez-vous formuler vos opinions ?

Selon l'opinion traditionnelle, à « Gauche », tout cela a été imposé par la Droite, les classes dominantes et la réaction brune. Peut-on pour autant dire que tout cela a été imposé au peuple grec en son absence ? Peut-on dire que le peuple grec ne comprenait pas ce qu'il faisait ? Qu'il ne savait pas ce qu'il voulait, ce pour quoi il votait, ce qu'il tolérait ? Si c'est le cas, ce peuple est un petit enfant... Or s'il est un petit enfant, dans ce cas ne parlons pas de démocratie. Si le peuple grec n'est pas responsable de son histoire, alors trouvons lui un tuteur... Quant à moi, j'affirme que le peuple grec – comme tout peuple – est responsable de son histoire, et par conséquent il est aussi responsable de la situation dans laquelle il se trouve aujourd'hui.

Qu'entendez-vous par responsabilité ?

Il ne s'agit pas de faire le procès de qui que ce soit. Nous parlons de la responsabilité historique et politique. Jusqu'à aujourd'hui, le peuple grec n'a pas réussi à créer une communauté politique, fut-elle élémentaire. C'est-à-dire une

taire de droite établi à partir de la fin de la Guerre Civile, en 1949.

²⁰ Sur ce côté peu connu de l'histoire de la Grèce moderne, on peut consulter les excellentes mémoires de Spyros Stinas, l'ancien camarade de C. Castoriadis : A. Stinas, *Mémoires. Une révolutionnaire dans la Grèce du XX^e siècle*, Paris, La Brèche-PEC, 1990.

²¹ Slogan du camp royaliste lors du « Schisme national » de 1916. Le pays fut alors divisé en deux suite au désaccord entre Venizélos, alors Premier ministre, et le roi Constantin I, beau-frère du kaiser Guillaume II, à propos du camp que devait choisir la Grèce lors de la Première Guerre mondiale. Les vénizéliens, côté britannique et pour l'alliance avec l'Entente, contrôlaient le nord du pays plus la Crète, les royalistes, proche des allemands et pour la neutralité, le sud. Afin de faire pression sur le roi, les forces franco-britanniques ont imposé un blocus naval à Athènes, condamnant la population de la ville à la famine. C'est précisément à ce moment que les royalistes lancèrent le slogan en question : « *Même si on ne vit qu'en ne mangeant que des olives, nous continuerons d'aimer Constantin* ».

communauté politique au sein de laquelle il serait au moins possible d'instituer et de sauvegarder en pratique les droits démocratiques tant individuels que collectifs.

Diriez-vous, au contraire, que dans d'autres pays, en Europe occidentale...

... Là, cela a été fait! Feu Georges Kartalis disait pour me taquiner, à Paris en 1956 : « *Corneille tu oublies qu'en Grèce, il n'y a pas eu de Révolution française* ». En effet, il n'y a pas eu en Grèce – moderne – une période où le peuple a pu imposer, fut-ce à un niveau élémentaire, ses droits. Et la responsabilité dont je parle, s'exprime à travers l'irresponsabilité de la phrase devenue proverbiale : « *C'est à moi de résoudre le problème grec*²² ? ». Bien sûr monsieur que c'est à toi de résoudre le problème grec, déjà à ton échelle et dans ton domaine.

[...]

Nous arrivons à la fin de cet entretien. Pourriez-vous parler de votre rapport à la Grèce, ainsi que de la façon dont vous la situez dans le monde contemporain ?

Pour moi, la Grèce c'est : les archétypes, la mer, les arbres, le ciel, un certain rapport du corps à l'espace, à d'autres corps et à la nature. Cela mis à part, mon rapport au pays est très problématique.

Qu'entendez-vous exactement par là ?

Je trouve très problématique – beaucoup plus que pour d'autres pays – la Grèce et le peuple grec modernes. Bien sûr, partout dans le monde aujourd'hui, se pose la question « où va la société ? » ; partout existent des contradictions entre certaines tendances à la désintégration et certains signes de renouvellement. Or en Grèce toutes ces contradictions sont démultipliées.

Tout d'abord, il y a la contradiction fondamentale que l'hellénisme moderne n'a jamais réussi à résoudre. J'entends par là l'invocation prodigieusement contradictoire de deux traditions absolument incompatibles entre elles : la tradition grecque antique, et la tradition byzantine. Ou l'on considère comme point de référence principale l'oraison funèbre de Périclès, ou l'on est pour les empereurs byzantins. Ou l'on considère la démocratie athénienne antique comme un

²² Castoriadis fait ici usage du terme 'ρωμέικο' pour dire 'grec' alors qu'il aurait pu employer le terme moderne ελληνικό <έλληνας utilisé puis le déclin de l'empire ottoman et l'éclatement de ses provinces, et qui dénote clairement un caractère national. Le terme 'ρωμιός' était utilisé par les grecs eux-mêmes pour inclure tous les citoyens libres de l'empire romain tandis que ce dernier se christianisait.

modèle et comme un germe, où l'on est pour la théocratie byzantine. Or, ces deux traditions ne peuvent pas s'accommoder l'une l'autre.

Une autre chose relève de cette contradiction fondamentale. Je me réfère au fait que toute culture purement néo-grecque qui a tenté de se créer n'a jamais pu se maintenir ; elle n'a pas su produire d'œuvre de référence. Chaque fois que commençait un effort politique ou social important, il a été anéanti par des grandes catastrophes et des événements historiques ; événements qui, dans une certaine mesure, déterminent le rythme de l'histoire néo-grecque. La plus récente des ces catastrophes est évidemment l'invasion massive et brutale de la civilisation de consommation moderne. Ainsi un endroit qui d'une certaine façon n'avait pas changé depuis des siècles à été réduit en miettes, sur une période de seulement vingt ans. Et quand je dis « un endroit », je n'entends pas par là les paysages seulement ; j'entends surtout les gens : leur attitude et leur valeur.

Avez-vous déjà pensé à ce qu'aurait été votre évolution si vous n'aviez pas quitté la Grèce ?

Si je n'avais pas quitté la Grèce, il est évident que je n'aurais pas accompli ce que j'ai pu accomplir ; car cela c'est justement en partant de Grèce que je l'ai fait. Je ne veux pas dire que la Grèce m'aurait forcément dévoré, mais ce n'est pas loin de ce que je ressens...

[...]

Il y a quelques années, j'avais demandé à Xenakis²³ et Axelos²⁴ ce qu'était la Grèce moderne selon eux. Xenakis a pour sa part répondu de manière caractéristique : « *La chouette de Minerve est partie de la Grèce* », c'est à dire qu'il n'y a plus en Grèce de grande Pensée ni de grand Art. Axelos était d'accord avec lui et allait même encore plus loin, en disant que la Grèce moderne est peut-être une erreur historique de la même façon que Dostoïevski disait que la Russie était une erreur géographique. Sans vouloir vous faire entamer la polémique avec ces deux hommes, que pensez-vous personnellement qu'est la Grèce moderne?

Sans vouloir faire monter la tension de la discussion, je ne comprends pas comment quelqu'un peut qualifier un endroit et un peuple d'erreur historique...

²³ Iannis Xenakis (1922-2001) : le fameux compositeur et architecte.

²⁴ Kostas Axelos (1924-2010) : philosophe grec, qui a écrit essentiellement en français. Ami de Heidegger et représentent du courant heideggero-marxiste. Né à Athènes, il est venu à Paris à la même occasion que Castoriadis, en adoptant une bourse par l'Institut Français d'Athènes en 1945, en embarquant, à l'instar de celui-ci, sur le fameux bateau *Mataroa*.

Comment est-ce que 8 millions de gens peuvent-ils constituer une « erreur historique » ? D'où parle celui qui dit ça ? Connaît-il, lui, quelle est (ou quelle serait) « l'histoire correcte », pour pouvoir juger cela comme « histoire erronée » ? Et quand Xenakis dit que la chouette d'Athènes a quitté la Grèce, il faudrait lui demander : « Bien, elle est partie. Mais où est-elle allée ? ». En ce qui me concerne, je ne l'ai vue nulle part ailleurs. Je ne connais aucun pays dans le monde, aujourd'hui, où il y ait de grande Pensée ou de grand Art... Ce qui existe, ce qui se produit massivement à l'échelle industrielle, ce sont des produits « intellectuels » en plastique, de la « pensée » en nylon et de l'« art » synthétique : par exemple, le structuralisme, quelques courants pseudo-psychanalytiques, Althusser, la « sémiotique », etc. D'ailleurs dans cette industrie de pensée en plastique, les Français se distinguent tellement, qu'ils arrivent même désormais à exporter ce type de mode – surtout vers les pays anglo-saxons –, de véritables *articles de Paris*²⁵ – comme c'était le cas avec les parfums et les robes. L'industrie « intellectuelle » parisienne lance chaque année une nouvelle vedette intellectuelle, comme on lance une mode vestimentaire à chaque printemps ou automne. Notez qu'il y a une certaine saturation du marché, et que la dernière vedette lancée au printemps 1974 a fait un flop.

Ce phénomène dans son ensemble, à mon avis, ne relève pas du hasard. D'une part, il exprime l'usure et la désintégration interne de la civilisation occidentale, la désorientation, la crise des formes établies de pensée et d'art, et l'incapacité d'en créer de nouvelles dans *ce* monde. D'autre part, quand une époque n'a pas ses propres « grands hommes », elle se les invente – comme on le sait. Et bien sûr l'époque contemporaine se les invente à une échelle et d'une manière industrielle. En tout cas, pour moi, l'idée que la création *intellectuelle* (je ne parle pas ici des sciences « dures ») contemporaine – disons à partir des années 1940 – puisse être comparée, fût-ce même pour un seul moment, à celle de n'importe quelle autre époque à partir de la Renaissance, sans parler de l'Antiquité, me fait irrésistiblement rire. A côté de quel pays, pose-t-on donc la Grèce comme pays privé de Pensée et d'Art ? Où existe-il en ce moment de grande Pensée, de grande Poésie, de grande Peinture, de grande Musique ? La Grèce ne jouit aujourd'hui d'aucun privilège, ni positif, ni négatif. Elle a ses immenses particularités qui sont le résultat de son histoire ancienne et moderne. De plus en plus elle connaît la même évolution, et ainsi la même désintégration, que la civilisation occidentale. De ce point de vue, en tant que province de la civilisation occidentale, elle subit les invasions des mêmes modes, avec un certain décalage. Il y a un énorme travail d'analyse et d'interprétation de la société

²⁵ En Français dans le texte.

grecque moderne à mener de tous les points de vue, et particulièrement du point de vue culturel au sens général du terme : idées, valeurs, mentalité, psychisme, attitude des gens, etc. Prenons un exemple : le poids particulier que la « mythologie historique » (la mythologie de l'histoire grecque) avait et a toujours en Grèce. Autre exemple : l'antithèse frappante entre l'*authenticité* du peuple et le caractère dérisoire et superficiel des « éduqués » et « officiels ».

Il ne faut pas oublier non plus les catastrophes continues qu'ont successivement subies les générations de la Grèce moderne. Ma génération, la génération des années 1940, a été plus que décimée. Il en est de même pour les premières générations de l'après-guerre. Puis des catastrophes naturelles telles que Papadopoulos, Ioannidis²⁶, tout aussi bien que les professeurs gréco-chrétiens illettrés de l'Université se payent cher... Bien sûr ces choses-là ont aussi quelques aspects positifs : les étudiants comprennent vite au bout de quelques cours quels sont les profs illettrés, et s'ils veulent apprendre quelque chose, ils recherchent par eux-mêmes – et quelque part, c'est mieux. Et en même temps, ils se font une juste opinion de ce que sont les profs, l'Université et l'Etat.

En tout cas, ce qui me frappe chaque fois que je viens en Grèce et que je rencontre des jeunes gens, c'est leur esprit vif, le fait qu'ils soient toujours très informés, ainsi que leur vivacité. Et puisque nous parlons de la Grèce, je voudrais faire une remarque finale. Je pense que cette préoccupation constante d'une partie des intellectuels grecs à propos de la Grèce, de l'hellénité, etc. dégénère en un nombrilisme maladif et stérile qui, d'une part, leur permet d'éviter de faire face aux véritables enjeux actuels, et d'autre part contribue à la perpétuation de quelques idées, représentations et mythes nationalistes et réactionnaires. Même les aveugles ont été forcés de voir au cours des 35 dernières années, que les problèmes qu'on affronte aujourd'hui sont internationaux et universels, et que leur véritable résolution n'est pas possible dans le cadre « national ». Une véritable politique révolutionnaire aujourd'hui ne peut-être qu'*internationaliste*. Les peuples n'ont aucun intérêt à se diviser entre eux ; ils ont tous des comptes à régler avec les dirigeants et les privilégiés, qui essentiellement sont partout la même clique – et de ce fait liés et solidaires entre eux – qu'on les appelle « américains », « russes », « chinois », « français », « grecs » ou « turques ».

²⁶ Dictateurs, membres du régime des Colonels (1967-1974).

Les prémisses du mouvement

*De la montée de l'exaspération sociale au mouvement des Places
Décembre 2008 – septembre 2011*

6 décembre 2008. Dans un contexte de tension entre la police et les anarchistes qui contrôlent le quartier d'Exarcheia, au centre-ville d'Athènes, un jeune de quinze ans issu d'une famille moyenne est assassiné par un policier. De graves émeutes éclatent partout dans le pays. Des affrontements violents ont lieu avec la police, des pillages, des incendies de banques, de magasins et de quelques bâtiments publics. Jusque dans des petites villes de province, des adolescents s'en prennent à des commissariats. Des facultés du centre d'Athènes sont occupées durant une vingtaine de jours. Parmi ceux qui manifestent et affrontent la police, il y a des gens de tous âges, des syndicalistes, des militants de gauche, des casseurs du Black Block, des immigrés, des lycéens, des *ultras*, des étudiants, etc. Les violences durent une semaine environ et débouchent sur une vague de contestation sociale. Les jours suivants, dans plusieurs quartiers d'Athènes, les habitants envahissent des mairies et en font des lieux d'assemblée générale. Le bâtiment central de la GSEE (Confédération générale des Travailleurs grecs) est également occupé pendant une semaine. Des actions similaires ont lieu dans plusieurs villes de province.

Malgré leur caractère nihiliste, les émeutes de décembre mettent sur la place publique les questions du système scolaire, de la crise et du destin de la société grecque moderne, du discrédit du système politique. La question d'une mobilisation autonome de la population est aussi posée : en opposition ouverte avec les bureaucraties d'extrême gauche, celle-ci cherche par endroits à se réapproprier l'espace public. On retrouvera certains de ces éléments lors du mouvement des Places.

Janvier 2009. Les habitants d'Exarcheia envahissent un ancien parking, en retirent l'asphalte, plantent des fleurs et des arbres, se battent contre la répression et les tentatives de l'Etat de les en empêcher et le transforment en un espace vert. Un peu plus loin, dans le quartier populaire de Patisia, la mairie d'Athènes décide de transformer un petit parc en parking souterrain. Jouant sur l'effet de surprise, elle entreprend un matin d'abattre les arbres. Les habitants réagissent instantanément mais ne parviennent pas à les sauver. Mais ils envahissent le parc et réussissent, après quelques mois de lutte

et d'affrontements avec les MAT (l'équivalent grec des CRS), à faire annuler les plans du maire. Dans ces deux cas, des assemblées générales se constituent spontanément, dans lesquelles tout le monde a droit à la parole, et où les décisions sont prises à la majorité. Les bureaucrates et autres noyauteurs ne manquent bien évidemment pas. Dans le cas du parc de Patissia par exemple leur action, combinée avec les manipulations des co-bureaucrates anarchistes d'un squat voisin (qui sont parvenus à changer le jour et l'heure des AG, rendant ainsi difficile la participation de ceux qui travaillent), finit par décourager les habitants. Mais la tâche des noyauteurs n'a jamais été facile : il y avait de la part des gens une volonté de les écarter.

Octobre 2009. Le PASOK (PS grec) de Papandréou emporte les élections législatives. La crise financière mondiale n'a pas encore atteint la Grèce, mais les signes sont déjà là, pour qui veut bien les voir. Quelques jours après les élections, la spéculation sur la dette grecque commence dans les Bourses du monde entier. Dans le même temps, le gouvernement et les médias s'efforcent de faire accepter au peuple les décisions qui seront prises plus tard. Jusqu'en mai 2010, une dizaine de journées de grève générale ont lieu, avec des manifestations assez importantes et parfois violentes.

5 Mai 2010. Journée de grève générale et de manifestations massives. Lors de la manifestation, des affrontements légers ont lieu avec la police. Quand les manifestants arrivent sur la place Syntagma, ils tentent à plusieurs reprises d'envahir le Parlement et sont refoulés par les MAT. Mais au même moment, un incendie dans une banque sur la rue Stadiou (causé probablement par une attaque des casseurs – dans les rangs desquels il y a aussi des policiers en civil), près de Syntagma, cause la mort par asphyxie de trois employés – parmi lesquels une femme enceinte – qui étaient à leurs postes (d'habitude, lors de grandes manifestations au centre d'Athènes, les banques et les magasins ferment par crainte d'incidents). La manifestation est dispersée. L'événement a un impact très négatif sur la suite de la mobilisation et engendre un recul. Quelques jours plus tard, le gouvernement signe le premier accord avec le FMI, la BCE et la Commission européenne²⁷.

²⁷ Cet accord prévoit un prêt de 110 milliards d'euros à l'État grec (80 milliards de divers États membres de la zone euro, 30 du FMI). En contrepartie, les bailleurs de fonds exigent du gouvernement grec une série de mesures d'austérité : diminution des salaires (d'environ 15 %), baisse des pensions, recul de l'âge de la retraite, hausse de la TVA et d'autres

Octobre 2010-Avril 2011

- Des citoyens, gauchistes dans leur majorité, constituent des comités de lutte appelés « Je ne paie pas ». Ils revendiquent la gratuité des transports publics et l'abolition des péages. Ils reçoivent un soutien important de la population.
- Dans la région de Keratea, proche d'Athènes, le gouvernement projette de construire une installation d'enfouissement des déchets. Les habitants s'affrontent à la police pendant cent vingt jours. Ils tirent même au fusil sur les camions des forces de l'ordre, soutenus par plusieurs anarchistes qui participent aux affrontements. Finalement, le gouvernement recule provisoirement.
- Quelques jours de grève générale ont lieu, et quelques manifestations relativement importantes brutalement réprimés par la police. Les soulèvements arabes relancent un peu la mobilisation. Lors de la journée de grèves et de manifestations du 23 février à l'appel de la gauche réformiste, quelques manifestants se rassemblent sur la place Syntagma, occupent le lieu pour quelque temps, discutent entre eux. L'idée était lancée d'organiser « *notre propre place Tahrir* ».

Mai 2011

- Lors d'une manifestation dans le centre d'Athènes, la police s'en prend violemment – et à dessein – au cortège de « *l'assemblée de résistance et de solidarité de Patisia-Kypseli*, » dans lequel défilent des membres de l'assemblée du parc de Patisia. Les manifestants sont pacifiques et bien évidemment sans armes. Plusieurs sont gravement blessés. Un homme de trente ans qui a reçu des coups de matraques sur la tête doit subir une opération et passer plusieurs jours en soins intensifs. Le jour même (et le lendemain), dans un autre quartier d'Athènes, une protestation est organisée contre le vol et le meurtre d'un Grec deux jours plus tôt. L'acte est imputé par les médias à des immigrants. Au cours de la protestation, des néo-nazis du groupe *Aube dorée* attaquent à coups de couteau plus de quinze immigré sans que la police s'interpose vraiment.

impôts indirects. Par ailleurs, un plan de restriction budgétaire frappera les services publics (éducation, santé) et la protection sociale.

- Quelques étudiants espagnols – membres du mouvement espagnol *Democracia real ya !* – et grecs commencent à organiser des rassemblements et des assemblées générales place Thisio, sur l’Acropole, près de Syntagma.
- **25-26 mai.** Suite à un appel lancé via les réseaux sociaux, des milliers de gens se rassemblent sur la place Syntagma. Les premières séances de l’AG ont lieu. Vote de la première résolution, qui lance le slogan de « *Démocratie directe maintenant ! Égalité, Justice, Dignité. Le seul combat perdu d’avance est celui qui n’est jamais mené* »²⁸.
- Le mouvement se propage dans toute la Grèce. Des AG ont lieu sur les places de toutes les villes principales du pays mais aussi sur celles de petites villes « calmes », qui n’ont aucune tradition d’agitation politique. C’est un phénomène nouveau, inauguré avec la révolte de Décembre 2008.
- De grands rassemblements ont lieu quatre samedis consécutifs, du 22 mai au 12 juin, dans le cadre des appels paneuropéens. Le 29 mai et le 5 juin, la foule autour de la place Syntagma dépasse les cent mille personnes, atteignant même 300.000 : chiffres assez impressionnants pour la Grèce. Il s’agit de rassemblements très médiatisées qui attirent des gens de toutes conditions et orientations politiques, ainsi qu’un nombre important de gens apolitiques.

Jun 2011

- Le **15 juin** était prévu le vote du Programme de Moyen Terme (c’est-à-dire du nouveau paquet de mesures d’austérité). Journée de grève générale et de manifestations. L’AG de Syntagma a décidé l’encerclement du Parlement. Le gouvernement, redoutant des réactions sociales, repousse le vote pour la fin du mois. Toutefois, l’AG de la place décide de ne pas annuler le projet d’encerclement, qui prendra une valeur symbolique. Plusieurs AG locales arrivent en cortège de divers quartiers athéniens aux points de blocage choisis en accord avec l’AG de Syntagma. Des affrontements avec les MAT commencent dès le matin. Le peu de députés qui viennent au Parlement sont molestés. Les gens érigent des barricades alors que les MAT attaquent la place Syntagma. La grande masse des manifestants se rassemble

²⁸ Cf. le texte de la Résolution en français : <http://real-democracy.gr/fr/votes/2011-05-25-declaration-votee-par-l%E2%80%99assemblee-populaire-de-la-place-de-la-constitution-place-de> .

autour de la place, aux diverses barricades, en attendant que la police quitte Syntagma. A la fin de l'après-midi la place est de nouveau occupée par la foule. Selon des rumeurs, le Premier ministre est sur le point de démissionner, à cause du discrédit du gouvernement. Pourtant, après quelques heures de conciliabules, il annonce qu'il va demander un vote d'approbation par le Parlement. Il parvient à l'obtenir quelques jours après, ce qui lui permet de rester en poste. Le journaliste M. Kypraios devient sourd à cause des grenades *flashbang* lancées par les MAT pour disperser les manifestants.

- **17 juin.** Journée de délibération publique sur la démocratie directe. Cette conférence publique organisée sur la place Syntagma attire un public de 8.000 personnes à peu près. Discussion et interventions du public pendant plus de trois heures. Le débat porte sur la différence entre la position « réformiste » social-démocrate (notre but c'est la démocratisation du régime politique en place) et la position « radicale » (nous revendiquons la démocratie directe en tant que projet de société global).

- **28-29 juin.** Journées de grève générale de 48 heures. Grosses manifestations et nouvelle tentative d'encerclement du Parlement : le 29 est la date du vote du Programme de Moyen Terme. L'encerclement est organisé de la même façon que celui du 15 juin, à la seule exception que cette fois le rassemblement est censé être panhellénique. En effet, des gens sont venus de plusieurs villes grecs pour renforcer les points de blocage. Mais la participation de la population n'est pas à la hauteur de l'événement. Il y a bien des barricades et des affrontements avec les MAT, mais finalement, les députés réussissent à accéder au Parlement. La police en aide certains à passer par le Jardin botanique contigu au bâtiment de l'Assemblée Nationale. A peine les nouvelles mesures votées, la police opère une attaque générale contre la place Syntagma. Les gens tiennent bon et luttent contre les forces de l'ordre avec une détermination exemplaire. Mais la répression est brutale : les MAT jettent des gaz lacrymogènes jusqu'à l'intérieur de la station de métro de Syntagma, où les gens vont se réfugier. Les affrontements sur et autour de la place Syntagma durent pendant plusieurs heures et la répression se poursuit autour de l'Acropole. Les hôpitaux recueillent environ 500 blessés.

Juillet 2011

- La participation aux AG et aux diverses Commissions de Syntagma commence à diminuer. Pour beaucoup de gens, le but ultime des mobilisations était d'empêcher le vote des nouvelles mesures. Mais les AG et les Commissions continuent à se dérouler d'une manière régulière.
- **21 juillet.** accords de Bruxelles. L'AG de la place Syntagma se prononce contre les nouvelles mesures (comme les privatisations). Elle avait déjà averti²⁹ les possibles investisseurs que le peuple annulera toute acquisition de propriété publique grecque.
- **24 juillet.** Vote de la résolution qui propose de lancer un appel pour le 3 septembre, censé marquer l'« intensification de la lutte », en comptant sur le poids symbolique de cette date³⁰.
- **29 juillet.** La police évacue la place sur ordre du procureur, qui s'appuie sur une loi interdisant le camping sauvage... Brutalités des MAT. Le campement (tentes, banderoles, ordinateurs, équipement technique, haut-parleurs, etc.) est totalement détruit pour la première fois, puisque toutes les autres fois où la police avait attaqué la place, elle s'était bornée à chasser les manifestants, en laissant le campement à peu près intact.

²⁹Cf. la *Résolution du 3 juillet* (traduite en français) sur notre site.

³⁰« Syntagma » signifie *constitution* en grec moderne. La place Syntagma (« Place de la Constitution ») a pris son nom des cris des manifestants du 3 septembre 1843, qui y étaient rassemblés devant ce qui était alors le palais royal (et est aujourd'hui le Parlement). Comme le précise la Résolution du 24 juillet de l'AG de Syntagma : « *A ce stade, il nous faut une date clé, une étape qui marque la poursuite et l'intensification de notre action. Le 3 septembre est une date symbolique, car elle rappelle l'échec de l'accomplissement des désirs du peuple pour la liberté et la dignité. Echecs et reculs survenus à cause des demi-mesures via lesquelles certains porte-parole de la colère et des aspirations du peuple lui ont imposé, d'une part, la Constitution de la monarchie constitutionnelle (3 septembre 1843), et d'autre part, les miettes de la social-démocratie (3 septembre 1974 [date de fondation officielle du PASOK]) et, finalement, l'instauration de l'oligarchie moderne [...]. Le 3 septembre, nous entamerons une vaste consultation populaire pour établir ensemble les positions et les principes d'une démocratie directe qui nous réuniront tous. Dans ce but, nous lançons un appel public à un rassemblement vaste et massif sur la place de la Constitution et sur toutes les places du pays. Le 3 septembre, ne restez pas chez vous. A partir de dix-huit heures, rendez-vous sur la place de la Constitution et dans tous les quartiers d'Athènes. Tous dans la rue !* » (cf. la traduction française du texte de la Résolution sur notre site : <http://www.magmaweb.fr/spip/spip.php?article518>).

Août 2011

- **1^e août.** Manifestation devant la mairie d'Athènes afin de protester contre l'évacuation. Même sans les tentes et le campement, l'AG et les Commissions de la place Syntagma continuent à avoir lieu comme avant.
- La plupart des gens commencent à quitter la place pour partir en vacances. Le nombre de participants à l'AG centrale et aux diverses Commissions diminue considérablement. L'AG n'a plus lieu tous les jours, contrairement aux Commissions qui continuent de fonctionner sur une base quotidienne.
- La partie la plus vivante de la place est la Commission de Démocratie directe, créée début juillet par des gens qui ont quitté la Commission de Politique à cause des tentatives de noyautage de la part d'une coalition de groupuscules gauchistes (trotskystes et maoïstes).
- Proposition d'organiser une rencontre paneuropéenne à Syntagma. Débat sur la proposition de certains gauchistes de quitter la place à cause du peu de participation – et d'y revenir début septembre. Nous approuvons le fait qu'il faille préparer la « rentrée » du 3 septembre.
- **21 août.** Conférence ouverte sur les modifications qu'apportera aux universités la nouvelle loi que le gouvernement s'apprête à voter (elle le sera le 24 août). Ce sujet préoccupe énormément toutes les organisations gauchistes, dont les enseignants et les étudiants constituent la base sociale. Les participants invités à prendre la parole pendant la conférence ouverte sont choisis en coulisses par les gauchistes. Les gens de la Commission de Démocratie directe dénoncent ces agissements lors de la discussion publique, en mettant aussi en question leur approche strictement sociale-démocrate et syndicaliste de la question de l'éducation.
- **24 août.** Vote de la loi sur l'éducation supérieure. L'immunité académique (le fameux « asile » qui interdisait à la police d'entrer dans les campus universitaires) est abolie et le mode de fonctionnement et de direction des universités change drastiquement. Ces réformes sont ouvertement néolibérales : établissement de *managers* et d'autres agents « non académiques » aux conseils d'administration des facultés, intensification des programmes d'études, réduction du nombre de manuels distribués gratuitement aux étudiants, etc.

Septembre 2011

- **3 septembre.** Appel au rassemblement censé marquer la reprise des mobilisations. Beaucoup de gens reviennent à la place Syntagma, et, pour la première fois depuis près d'un mois, le niveau de participation est comparable à celui de juillet. La police réprime brutalement : le gouvernement veut éviter toute reprise du mouvement. Chaque fois que les gens essaient de bloquer l'avenue Amalias, l'artère qui sépare la place des jardins du Parlement, la police les repousse à coups de matraque.
- L'AG continue à avoir lieu, même si la participation ne suffit pas pour marquer la reprise « officielle » des mobilisations. Parfois les MAT attaquent la place au moment où se déroule l'AG.
- Premières occupations de facultés par les étudiants, qui veulent empêcher l'application de la nouvelle loi. Graduellement le nombre des facultés occupées atteint environ 300. Mais le mouvement étudiant reste contrôlé par les gauchistes et leur rhétorique sociale-démocrate/anti-néolibérale qui n'aborde en rien les questions essentielles concernant le rôle de l'éducation dans les sociétés contemporaines.
- **10 septembre.** Grandes manifestations au centre de Thessalonique, comme chaque mois de septembre à l'occasion de l'Exposition internationale qui y a lieu. Le Premier ministre et les chefs de tous les partis parlementaires organisent chaque année une conférence de presse dans le cadre de leur visite à l'Exposition. Cette fois-ci, pendant la visite du Premier ministre, le centre d'expositions est encerclé par les manifestants (étudiants, indignés, syndicalistes, propriétaires de taxis³¹, certains *ultras* dont l'équipe fut déléguée, ainsi que les cortèges traditionnels des gauchistes et des anarchistes). Affrontements avec la police, même si la participation n'a pas été à la hauteur des circonstances.
- Rassemblement de solidarité avec Syntagma qui subit la répression policière (attaque contre la place à coups de matraque).

³¹ Catégorie jouissant d'un statut protégé accordé par la junte des Colonels. Ce statut va être aboli par une réforme gouvernementale visant à libéraliser les règles d'obtention du droit de posséder un taxi. Il faut noter qu'il s'agit des propriétaires et non des chauffeurs de taxis. Ces deux catégories ne correspondent pas toujours.

Récit d'un participant sur la place Syntagma

Texte d'un de nos camarade grec membre de notre collectif et de son équivalent grec le « Groupe politique pour l'autonomie » d'Athènes, qui publie la revue « Protagma » (<http://protagma.wordpress.com>).

*Il fut publié sur notre site le 18 juin sous le titre
« Reportage à Athènes, place Syntagma ».*

Mercredi 15 juin

Même si la participation à la grève générale ne fut pas massive, les gens qui y prenaient part comme ceux qui bloquaient le Parlement étaient vraiment déterminés. Le projet initial était de bloquer toutes les voies qui permettaient aux députés d'accéder à l'Assemblée nationale. Cette idée avait été lancée pour empêcher le vote des nouvelles mesures d'austérité exigées par la troïka (FMI, UE, BCE) en échange d'une première tranche de financement. Bien entendu, le jour du vote fut reporté pour la fin juin. Mais l'AG a décidé de suivre le plan initial, en guise de geste symbolique.

Nous avons alors organisé plusieurs piquets de blocage, en érigeant des barricades tout autour du Parlement. Il s'agit d'un complexe assez grand : le bâtiment du Parlement est mitoyen au jardin botanique d'Athènes, de sorte qu'on n'a d'accès direct au bâtiment que par deux de ses côtés. Des AG de divers quartiers d'Athènes sont venues en cortège jusqu'aux endroits décidés, même si, souvent, elles furent bloquées par la police. Nous sommes malgré tout parvenus à bloquer les principales voies, et seul un assez petit nombre de députés (dont la plupart furent malmenés) a pu accéder au Parlement.

Au moment où la manifestation passait devant la place Syntagma, les *Black block* (infiltrés par des policiers en civil) ont commencé à se battre avec les forces anti-émeutes, malgré la décision des anarchistes de participer « pacifiquement » aux mobilisations. La plupart des membres du *Black Block* étaient des gamins de 17-20 ans même s'il y avait aussi des gens plus âgés. La conséquence fut que les forces anti-émeutes se mirent évidemment commencé à contre-attaquer, jusqu'à parvenir à occuper la place Syntagma. Elles s'en prirent même au campement... Mais ce qui est vrai-

ment intéressant, c'est que les gens n'ont pas du tout été dissuadés par le procédé : ils s'en sont pris à de petits groupes du *Black Block*, en les traitant de mouchards et en essayant de les désarmer.

Pendant les heures qui ont suivi, les gens se sont rassemblés en divers points alentour de la place Syntagma en attendant que les gaz lacrymogènes se dispersent au vent. Comme d'autres gens affluaient, à l'heure de la sortie du travail, la place fut petit à petit reconquise. Les travailleurs du métro n'avaient pas fait grève, précisément pour permettre aux gens de venir à la place. Ils avaient même essayé de garder ouverte une station fermée par la police, dont les accès débouchaient derrière le barrage que les forces anti-émeutes avaient érigé pour protéger le Parlement. Ils ont aussi organisé des « infirmeries » pour soigner les blessés.

Après l'affrontement, l'ambiance était enthousiaste mais l'AG ne s'est pas très bien passée, car il y avait trop de gauchistes qui étaient venus exprès pour prendre la parole et dire des stupidités du genre : « *aujourd'hui, on a renversé le gouvernement, mais il faut avancer; il nous faut un nouveau gouvernement travailliste, qui mettra fin à la politique d'austérité* », etc. Procédé très grossier : tout le monde savait que les deux principaux partis de gauche avaient demandé la tenue d'élections quelques heures plus tôt... Et c'est dommage, étant donné qu'il s'agissait d'une AG d'à peu près 5.000 personnes.

Malheureusement, les anarchistes qui participent à la mobilisation ne prennent jamais la parole pendant les AG. Ils restent debout au fond de la place, juste derrière les gens assis, et se contentent de désapprouver ceux dont les interventions ne leur plaisent pas. La médiocrité de leur niveau politique a été démontrée (une fois de plus !) de manière très parlante lorsqu'ils ont invectivé un non affilié qui proposait de rédiger une déclaration contre le comportement stupide du Black Block. Il s'agit du seul moment où les anarchistes ont essayé d'intervenir à l'AG (à leur manière), n'ayant jamais protesté jusque-là ni contre les bêtises des gauchistes ni contre leur tentative de manipuler l'AG...

Un des slogans fréquemment utilisés compare le régime actuel à une junte : « *Pain, paideia, liberté* [slogan des étudiants en 1973], *la junte ne s'est pas finie en '73* ». Moi, j'interpréteraient l'ambiance générale comme un étrange mélange d'éléments proprement bourgeois/républicains (le

peuple uni se soulèverait contre le pouvoir arbitraire, absence de toute analyse en termes de classes,...) et démocratiques (critique de la représentation politique, applaudissements quand quelqu'un dénonce le capitalisme, etc.). Et c'est précisément sur cette contradiction que se fonde la tentative des gauchistes de détourner le slogan principal sur la démocratie directe en réduisant cette dernière à un simple instrument de lutte dans le cadre d'une politique réformiste dont le but serait d'élire un gouvernement de gauche qui annulerait les mesures déjà prises aussi bien que le Mémorandum.

Jeudi 16 juin

Hier soir, je n'ai pas participé à l'AG parce qu'en même temps se tenait l'AG particulière de la *Commission de politique*. Dans cette commission, nous sommes chargés de proposer un texte à l'AG principale, où nous tâcherons de résumer les principes politiques du mouvement.

Notre texte – et la Commission en général – n'a qu'un rôle consultatif. L'enjeu principal pour nous est de proposer un texte qui mettra l'accent sur le fait que la démocratie directe n'est pas seulement un instrument de lutte contre les mesures d'austérité, mais *aussi un projet de société global*. Il s'agit d'un point crucial, qui pose la question fondamentale du caractère du mouvement : s'agit-il simplement d'un mouvement-veto réformiste, qui n'a d'autres visées que le blocage de la promulgation des nouvelles mesures et l'annulation du Mémorandum, comme le disent les gauchistes réformistes qui ont infiltré l'AG ? Ou s'agit-il d'un mouvement dont les revendications vont beaucoup plus loin, comme l'implique le discours de la plupart des non affiliés, qui rejettent les partis (y compris ceux de la gauche « extra-parlementaire ») et la représentation politique, et sont pour la démocratie directe comme mode d'action et d'organisation en général (fût ce d'une manière assez vague) ?

Certains anarchistes, qui participent à cette commission de politique – et auxquels nous nous sommes alliés pour lutter contre quelques gauchistes – ont proposé de rédiger un texte où seront résumés tous les textes déjà proposés (il y en a une dizaine), en mettant l'accent sur la démocratie directe en tant que projet global. Nous, pour notre part, nous avons proposé de nous rendre à l'AG principale avec deux textes : un qui propose la démocratie directe seulement comme mode d'action provisoire et l'autre exprimant nos positions sur *la démocratie en tant que régime*. Et cela parce

qu'il s'agit d'une *véritable question* qui doit être posée en AG principale et non pas dévolue aux coulisses comme le proposent certains des anarchistes en question.

Dans les commissions, on voit comment les gens ordinaires d'aujourd'hui perçoivent vraiment la démocratie directe. Même si tout marche très bien sur le plan organisationnel au sein des commissions (qui ont comme tâche de discuter les positions du mouvement en matière d'économie, de politique, etc.), on assiste à un phénomène très intéressant sociologiquement et anthropologiquement : les gens comprennent bien les différences entre démocratie directe et modes d'organisation hiérarchiques, et c'est particulièrement amusant de voir l'impasse dans laquelle se trouvent les gauchistes chaque fois que des gens *non affiliés* dénoncent les partis, les bureaucrates etc. ! Mais la dimension d'autolimitation et de responsabilité semble échapper à la plupart des gens. En d'autres termes : pour la première fois de leur vie peut-être, ils ont la possibilité de parler sur un pied d'égalité avec une foule de gens et cela les fait souvent bavarder, sortir du sujet, ne pas respecter les règles de procédure de discussion, etc. En même temps ils sont assez soupçonneux, ils ont peur que le coordinateur de chaque séance ne les prenne pas en compte, que leurs propos soient mal interprétés, etc.

Il s'agit d'un point *décisif* qui démontre combien le type anthropologique que fabriquent les sociétés contemporaines (narcissisme, pseudo-individualisme, etc.) est incompatible avec une véritable démocratie, que celle-ci soit perçue en tant que procédure ou *en tant que régime* qui a besoin de son propre type anthropologique et de sa propre culture pour pouvoir fonctionner durablement et à grande échelle.

Vendredi 17 juin

Vendredi soir s'est tenue la conférence ouverte à tous sur la démocratie directe. 8000 personnes environ sont restées pendant quatre heures sur la place Syntagma, assises ou debout. Pendant la première heure et demie, nous avons écouté les principaux intervenants : un professeur de droit constitutionnel ; Giorgos, un ancien membre de notre groupe ; Giorgos Economou (castoriadien académique mais proche de nous) ; un gauchiste postmoderne ; un professeur qui a rencontré les zapatistes ; et M. Glezos, figure emblématique de la gauche grecque, (c'est lui qui avait décroché le

drapeau nazi de l'Acropole pendant l'Occupation allemande).

Le professeur de droit était partisan d'un système de pouvoir dualiste, d'un mélange de démocratie directe et de démocratie représentative. Il proposait comme projet la revendication de changements constitutionnels propres à démocratiser la constitution grecque. Le gauchiste postmoderne était assez proche de lui : très probablement inspiré de Lefort et Ch. Mouffe, il proposait ce qu'il appelait « *démocratie sauvage* » ou « *agonistique* ». Les deux Giorgos ont très bien parlé : ils ont résumé les principaux points de la critique que fait Castoriadis des oligarchies libérales, en faisant aussi allusion à la critique de la consommation, à la décroissance, etc. Glezos, à son tour, a parlé de sa tentative d'introduire la démocratie directe dans le village dont il est maire et l'autre prof a parlé de la démocratie directe chez les zapatistes.

A la fin des interventions initiales, et pendant près de trois heures, les gens présents ont posé des questions et a fait aussi ses propres remarques. La discussion s'est très bien déroulée : elle s'est articulée autour de l'antithèse entre ce que proposait le professeur de droit constitutionnel et ce que disaient les deux Giorgos et l'autre prof qui parlait des zapatistes. Le seul problème fut que le premier tour des interventions du public était réservé principalement à des questions et pas tant à des *interventions* proprement dites. Bien sûr, la plupart des intervenants exposaient leur propre point de vue avant de poser leur question. Mais ce premier tour a duré près de trois heures et cela a empêché le déroulement du deuxième tour de la discussion qui devait être réservée aux interventions proprement dites et à ce que les organisateurs appelaient « *discussion libre* ».

Sur le contenu de la discussion, son principal défaut tient à ceci que les dimensions sociale et anthropologique n'ont guère été abordées : l'effort s'est concentré sur la critique du système représentatif. C'est ce que j'aurais dit si j'avais pu prendre la parole, mais, malheureusement je n'ai pas pu intervenir, car ce deuxième tour de discussion n'a pas eu lieu. J'aurais voulu dire qu'il faut savoir pourquoi nous sommes pour la démocratie directe. La démocratie directe ne doit pas être vue seulement sous une perspective étroitement politique : il faut aussi aborder les questions qui concernent l'économie et les valeurs, c'est-à-dire le lien entre le contenu concret de notre vie et les principes fondateurs de notre société : capitalisme, consommation etc. Ce sera pour une prochaine fois...

Assemblées générales de *Syntagma* : structure et fonctionnement

I. Structure

L'assemblée générale de la place *Syntagma* réunissait quotidiennement des milliers de personnes. Elle s'est tenue au milieu de la place de manière continue du 25 mai au 29 juin. Il en fut de même, dans des proportions moindres, dans vingt-quatre villes de l'Attique (région d'Athènes) et vingt-quatre autres villes du pays. Elle fonctionnait sur le principe de la séparation entre instances délibératives (assemblées thématiques) et instance de prise de décision (assemblée générale).

L'assemblée générale avait lieu tous les soirs à 20 heures. La participation était ouverte à tout individu parlant en son nom propre. Les représentants, porte-parole, délégués de partis, syndicat ou groupe politique n'étaient pas admis en tant que tels. Des responsables de la commission « *Secrétariat* » s'occupaient du bon déroulement des séances jusqu'à ce qu'il fut décidé, pour parer au noyautage gauchiste, qu'il revenait à un seul secrétaire tiré au sort de faire respecter l'ordre du jour et faire voter les déclarations, résolutions et motions proposées.

*Les assemblées thématiques*³²

Le 29 mai, « *l'Assemblée du Peuple de la place Syntagma* » a décidé de créer des « *assemblées thématiques* » (ou comités ou commissions). Elles avaient pour objet d'être des lieux d'élaboration, de délibération et de proposition. Il y eut ainsi des assemblées thématiques consacrées à l'économie, à l'éducation, au genre, à l'environnement, à la « *Solidarité sociale* », etc. C'est là que les discussions avaient lieu et que s'écrivaient les textes proposés à l'AG.

Les diverses assemblées thématiques se réunissaient avant l'AG. Elles discutaient de la plupart des questions, hors des questions d'ordre pratique (blocage du Parlement, occupations,...). Cela facilitait et favorisait un engagement plus cohérent des participants, et cela permettait d'arriver à l'AG avec des propositions déjà débattues.

³²On trouvera ici les principales résolutions des équipes thématiques :

<http://real-democracy.gr/fr/teamvotes>

Une commission eut une charge particulière : la « *commission politique* », qui proposait des textes d'orientations générales du mouvement. Elle fut évidemment un enjeu considérable entre les gauchistes et les non-affiliés, au point que ces derniers, lors de la rédaction de la "*déclaration politique du mouvement*" furent obligés d'en créer un doublon, qui en prit la relève, le « *comité pour la démocratie directe* », très actif jusqu'à la fin du mouvement et auquel participa l'un des nôtres³³.

Les groupes techniques

Le 29 mai toujours, et de la même manière des « *groupes techniques* » furent créés. Ils étaient chargés des fonctions plus concrètes : aide juridique, diffusion de tracts et affichage, restauration, salubrité, communication, parité, etc. Un groupe était particulièrement important, celui chargé du « *Secrétariat* » de l'AG, centralisant et rendant publique les propositions des « *assemblées thématiques* » et élaborant l'ordre du jour de l'AG. Tous les textes proposés étaient imprimés et distribués à tous les participants le jour du vote, et les décisions étaient publiées sur le site du mouvement³⁴. Le « *Secrétariat* » fut bien entendu très investi par les gauchistes, qui tentaient de manipuler, de saboter ou de modifier les textes à leur convenance.

II. Fonctionnement

Modalité de prise de parole en assemblée générale

La première assemblée générale a rassemblé 5000 personnes, et, même si ce nombre fut moindre par la suite, quiconque a une petite expérience d'une AG peut mesurer les difficultés d'organisation que cela pose.

Les prises de parole se décidaient par tirage au sort. On donnait à chaque personne désireuse de prendre la parole un petit papier numéroté,

³³Cf. le texte « *Récit d'un participant sur la place Syntagma* » et la retranscription de l'émission du 15 septembre à la radio FPP sur notre site, rubrique *Nos textes > Analyses*.

³⁴On trouvera ici, promptement traduites en français, les premières minutes de la toute première assemblée du 25 mai :

<http://real-democracy.gr/fr/minutes/2011-05-25-minutes-de-la-premiere-assemblee-25052011>

Et ici les principales résolutions des assemblées athéniennes :

<http://real-democracy.gr/fr/votes>

parmi cent numéros, puis on en tirait dix au hasard. Une fois les dix orateurs passés, on recommençait. Ce système, qui vise à éviter la monopolarisation du micro, demande de la vigilance (les « noyauteurs » essayaient dès le début d'obtenir le plus de papiers possible). Mais en général, ce système était assez efficace. Son défaut principal était que les prises de parole se faisaient dans le désordre et ne pouvaient pas se répondre. Mais il était atténué par le fait que l'AG est une instance de prise de décisions, et non une instance de délibérations comme l'étaient, par contre, les assemblées thématiques où la parole était bien plus libre.

Le temps de parole maximum en assemblée plénière variait entre une minute et demie et deux minutes, comme le nombre d'orateurs en fonction du temps total disponible. De nombreuses personnes se sont plaintes de ne pas avoir le temps de développer leur argumentation, mais le dispositif s'est avéré un garde-fou nécessaire face aux discours passionnés ou aux délires incohérents de gens qui prenaient la parole pour la première fois en public, ou face à la langue de bois des déjà-affiliés.

Le tempérament exubérant des Grecs et le climat d'extraordinaire qui régnait ne les ont pas portés à se contenter de l'adoption des mouvements de mains muets des altermondialistes, surtout quand il s'agissait de dénoncer un manipulateur. Lorsqu'un tel orateur ne leur plaisait pas, ils le huaien et lui faisaient des gestes bien plus éloquents... Tourner le dos à l'orateur, moyen plus calme, mais symboliquement fort, a été proposé, mais nous ne savons pas si cette proposition a été adoptée – elle ne fut pas suivie.

Actions menées

L'AG n'a pas organisé que des actions de blocage du Parlement et d'occupations, ou des « *journées paneuropéennes* » tous les dimanches, qui rassemblaient plus de 100.000 personnes. Elle a aussi organisé quatre journées de travail de fond en assemblée plénière sur la place Syntagma. La première fut une « *Journée de la dette* » consacrée à l'aspect économique de la crise grecque, organisée le 11 juin. La seconde, intitulée « *Constitution et démocratie directe* », se tint le 17 juin. La troisième, consacrée aux « *Modes alternatifs d'échanges, de commerce, et d'organisation collective* » se déroula le 21 juin. La quatrième, intitulée « *Racisme et xénophobie* » n'a pas eu lieu, à notre connaissance.

Le mouvement des places en Grèce

Les réalités grecques aux prises avec les exigences de la démocratie directe

Pour nous, ce qui se passe en Grèce n'est pas un cas particulier. Ce qui arrive à sa population peut frapper n'importe quelle population dont le pays est visé par une attaque spéculative. Certes, dans son système politique, dans son parasitisme économique, la Grèce garde certains traits archaïques. Mais elle n'en a pas moins suivi la voie des pays occidentaux, dans leur assujettissement au système de crédit mondialisé. Le vieux clientélisme clanique méditerranéen, lui, s'acoquine fort bien avec l'oligarchie jousseuse et pillarde. Et ils s'y entendent à eux deux pour plumer une population qui s'est départie de ses moyens de défense (solidarité, convivialité, entraide) en cherchant à devenir « moderne ».

Depuis la fin de la dictature en 1974, le régime grec de démocratie représentative a fonctionné presque exclusivement sur le mode du clientélisme et du gain politique. Les politiciens et la majorité de la population (des classes dominantes à la petite bourgeoisie) se sont entendus afin de s'enrichir via trois sources principales : les fonds de l'Etat, les diverses subventions européennes et la surexploitation des immigrés. Surtout après l'adhésion à la Communauté européenne en 1981, le délabrement de la production agricole et industrielle a conduit à une économie dépendante des commandes publiques, des services (tourisme), du bâtiment et surtout, à une économie et à une consommation à crédit. D'un autre côté, une part importante du PIB grec – jusqu'à 30% – est constituée de l'économie parallèle, de la fraude fiscale et des activités illégales (drogue, trafics divers). Parallèlement, il y a eu une vague importante de luttes ouvrières et sociales au cours des années 60, qui a connu son apogée entre 1974 et 1981. Puis la social-démocratie a entrepris d'apaiser les tensions sociales. Cette situation a abouti à un syndicalisme discrédité et bureaucratisé, à une gauche cantonnée à des luttes revendicatives et à un discours sensiblement atténué, et à un mouvement anarchiste qui, après la fin de ses « quatre-vingt glorieuses » et jusqu'à décembre 2008, est resté confiné à ses squats et à son milieu traditionnel.

La société grecque a connu une évolution comparable à celle des sociétés occidentales à partir de la fin des années 60. Le recul du mouvement social, combiné à l'amélioration substantielle du niveau de vie a conduit à la privatisation de l'individu, au désintérêt pour la chose publique, et à une convergence vers un consensus « néolibéral ». La majorité de la société grecque a souscrit à l'idée que la plupart des projets politiques, excepté les « utopies » de l'extrême gauche et de l'anarchisme, ne pouvaient, sur les questions politiques majeures, que converger. La démocratie représentative proposait une « alternance » entre deux partis, deux familles plutôt : Papandréou-Karamanlis, Karamanlis-Papandréou..., Ajoutez à cela un peu de libéralisme, de consumérisme, de bureaucratisation et d'Etat-providence et vous obtenez l'horizon indépassable de toute société « moderne » qui se respecte. Les rares tensions sociales étaient facilement régulées par l'oligarchie politico-bureaucratique dominante, grâce à l'abondance matérielle relative qu'assurait l'économie parasitaire.

Cette convergence de l'éventail politique grec vers le « centre » a aussi intégré un nouveau type de discours patriotique-national. La gauche grecque – le PC et Synaspismos, composante principale de la gauche réformatrice – s'en tenait jusque-là à des références abstraites au « peuple », à la patrie et aux glorieuses luttes « patriotiques » (la résistance contre les nazis, etc.). Elle est passée à la politique « nationale » extérieure, aux questions « nationales » comme celle des relations avec la Turquie, etc. Cette tendance a été renforcée par la puissance relative de l'économie grecque dans la région balkanique et son expansion vers les pays voisins. Ainsi, s'est formée une sorte de nouveau « tissu national », dont l'idéologie est essentiellement incarnée et exprimée par le PASOK (le PS grec). Celui-ci représente les couches moyennes – fonctionnaires, professions libérales, cadres, petits patrons – et une part considérable des travailleurs, et s'en prend à la fois aux immigrés et aux groupuscules contestataires.

Ce discours patriotique-national est constitué de deux composantes majeures qui s'enchevêtrent. D'un côté, l'illusion d'une unité nationale, enfin acquise après une longue histoire de divisions et deux guerres civiles³⁵ et

³⁵ Les conflits civils n'ont jamais manqué dans l'histoire du peuple grec. Deux ans après le début de la guerre de libération commence la première guerre civile entre les bourgeois (commerçants et armateurs) et les oligarques. Entre 1914 et 1917, il y eu le « schisme national » : le roi voulait la neutralité et les bourgeois l'alliance avec l'Entente. Durant cette période, dans le pays il y avait deux gouvernements. La guerre civile de 1946-49 entre

qui se fraierait un chemin vers la croissance économique, l'abondance matérielle et une relative puissance politique au sein de l'Europe. De l'autre, l'idée implicite que le peuple grec, depuis toujours sous tutelle des grandes puissances (Grande-Bretagne, France, Allemagne jusqu'aux années 50, Etats-Unis depuis), exploité, dupé, méprisé, deviendrait enfin un peuple avec lequel il faut compter.

Depuis trois ans cependant, la Grèce connaît une montée des tensions sociales, qui a débuté à l'été 2008 avec les gigantesques incendies qui ont ravagé le pays (voir chronologie).

La crise financière mondiale suscite d'abord chez les Grecs une réaction de quasi-dénégation. Ce n'est que le problème des « autres », un effet de leur pingrerie. La Grèce n'est pas menacée, la protection monétaire que lui offre l'Union européenne la met à l'abri. Certes, on constate une baisse sensible du niveau de vie et des problèmes évidents : chômage et précarité chez les jeunes, un cinquième de la population sous le seuil de pauvreté, une forte inflation, etc. Mais malgré cela, et malgré un sentiment répandu de quasi-indignation, le peuple grec ne veut pas voir la réalité en face. Cette posture de l'autruche se prolonge jusqu'en mai 2010, lorsqu'il devient évident, surtout pour les jeunes, que le libéralisme ne tiendra pas ses promesses. La mobilisation de la population à plus grande échelle commence à faire ses premiers pas autour de luttes défensives de type *not in my backyard* (mouvement contre l'installation d'enfouissement des déchets à Keratea) ou mettant en avant des revendications à peine réformistes, qui ne visent qu'à prolonger un peu la prospérité dans une perspective de précarité généralisée (mouvement « Je ne paie pas »). Elle est relancée par les soulèvements arabes. Ceux-ci laissent accroire aux Grecs qu'un soulèvement spontané de la société « toute entière », qu'un « tous ensemble » pourrait chasser la clique des corrompus qui les condamne à la misère. Quelques jours avant la grève générale du 23 février 2011, la gauche réformatrice lance l'idée : après la manifestation, « restons sur Syntagma ». La veille, son personnage emblématique (Alavanos) exhorte le peuple à faire de la place Syntagma (la place de la Constitution) une « *place Tahrir* », afin de faire tomber le gouvernement Papandreou. Mais cette tentative, relayée surtout via les blogs et les réseaux sociaux, est un échec.

communistes et régime établi a approfondi une longue histoire de divisions de la société grecque, qui font que l'union reste inachevée.

Le 25 mai 2011, dix jours après le premier rassemblement des « *indignés* » espagnols à la *Puerta del Sol* de Madrid, le mouvement démarre enfin. Des rassemblements ont lieu sur les places centrales de toutes les grandes villes de Grèce. Ils font suite à un appel anonyme via *Facebook* d'un groupe qui se déclare non partisan. A Athènes, des milliers de personnes se rassemblent sur la place Syntagma dans une ambiance de fête qui perdure jusqu'à l'évacuation de la place par les forces anti-émeutes le 29 juillet.

A quoi ressemble la place *Syntagma* ? C'est une vaste place séparée en deux par des volées de marches. Dès le début, les rassemblements se scindent en deux groupes bien distincts. En haut des marches, près des jardins du Parlement, s'installent les manifestants d'extrême droite, qui ne s'avouent pas comme tels mais qui arborent des drapeaux nationaux et chantent des chants de supporters de l'équipe nationale de football. En bas, se retrouvent les autres tendances du jeu politique : centristes, gauchistes, radicaux, qui eux aussi cachent leur identité politique, et, surtout, la foule massive des non-affiliés ; tous se déclarent des « *citoyens* » qui veulent chasser le gouvernement et la troïka, « *prendre leur vie en main* », restaurer la liberté, la dignité, la justice et établir la démocratie directe.

Ce mouvement de réappropriation des places ne fait pas suite à un désir spontané des gens de renouer des liens entre eux, même si cette volonté n'est pas absente, loin de là : certains participants l'ont présenté comme l'occasion de « *se retrouver, pour la première fois depuis longtemps* ». Il est vrai qu'en Grèce il y a vingt ou trente ans, les rues, les places, les quartiers étaient encore des lieux de sociabilité, où l'on se rencontrait et où l'on nouait des amitiés... Mais il ne faudrait pas se méprendre : ce mouvement surgit au moment où, dans la population, plus personne ne peut espérer s'en tirer *individuellement*.

Les accords passés en mai 2010 avec la troïka (FMI-BCE-Commission européenne) prévoient entre autres l'abandon de la souveraineté nationale en cas d'insolvabilité. Pour la première fois de son histoire, le pillage des richesses du pays est légitimé par son propre gouvernement. Le désarroi de la population face à cette situation est immense. Il est renforcé par un discours politique dominant repris par les média grecs et européens, qui vilipende les « *fainéants* » grecs, présentés comme seuls responsables de leurs malheurs.

Sociologiquement, le mouvement est relativement hétérogène. On y trouve des employés, des précaires, des chômeurs, des étudiants, des représentants des professions libérales, des petits patrons, des retraités et quelques ouvriers. La plupart des gens sont des jeunes issus des couches moyennes. Diplômés et ambitieux, ils se sont retrouvés smicards, précaires ou chômeurs. Les quinquagénaires, perçus comme issus de la génération la plus responsable de la situation actuelle, sont très peu présents. Les immigrants et les marginaux sont absents.

Dès le début, le mouvement se déclare non partisans. On peut y participer à condition de n'y représenter que soi-même. Les assemblées populaires ont lieu presque tous les soirs. La parole est accordée après tirage au sort. L'assemblée vote des résolutions à la majorité qualifiée qui prennent la forme de déclarations « *du peuple* » adressées, le plus souvent, au gouvernement ou à la troïka. Elle prend également des décisions concernant l'organisation et les actions à mener. A cet effet, plusieurs commissions sont formées : politique, économie, solidarité sociale, mais aussi service d'ordre, de propreté, de communication, de support technologique, etc. (Cf. « *Assemblée populaires de Syntagma : structure et fonctionnement* », p.)

Les revendications sont variables. Le mouvement met en avant, pêle-mêle, l'abolition des accords avec la troïka, la sortie de l'euro et de l'UE, la nationalisation des banques, le contrôle démocratique sur la production, la suppression de la dette, le changement radical de la société, le changement des mentalités, l'alignement du salaire des députés sur le SMIC, une *Assemblée nationale constituante* pour la modification de la Constitution, le changement de régime, la dénonciation de la répression syrienne, la solidarité avec les mesures islandaises,...

Baucoup de choses qui reflètent autant la lucidité et l'ambiance électrique que la confusion et l'influence des minorités gauchistes.³⁶

³⁶Sur l'ambivalence des revendications du mouvement des « indignés » en Europe, voir notre tract de juin dernier : « *Le mouvement des indignés : contradictions, potentialités et perspectives* », disponible sur le site rubrique *Nos textes > Tracts*

Quelle démocratie directe ?

Il semble pourtant que l'essentiel se trouve dans ce qu'impliquent ces revendications, et avant tout la revendication centrale du mouvement. Malgré toutes les déclarations sur la sortie de l'euro et de l'UE, ou même sur le renversement du régime, le but principal a été d'empêcher le vote par le Parlement d'une nouvelle série de mesures d'austérité appelées « *Programme de moyen terme* », d'abord prévu pour le 15 juin, et finalement adopté le 29. De ce point de vue, il s'est agi d'un mouvement de rejet d'une politique (mouvement-veto) et pas d'un mouvement de proposition, de prise de position. Cette posture « contre » correspond assez à l'état d'esprit politique exprimé par l'« *indignation* » : on s'adresse aux dominants, on s'en remet à eux, on formule des revendications réformistes dans lesquelles la gauche parlementaire et ses satellites se retrouvent sans mal.

Même si sa position est apparue comme incompréhensible à beaucoup, la gauche a largement contribué à ce qu'une partie du mouvement s'en tienne à une opposition « réaliste » au « *Programme de moyen terme* » qu'on pourrait résumer ainsi : puisque la sortie de l'euro est inévitable, autant élire une nouvelle majorité qui l'effectue avant la liquidation des ressources du pays et l'augmentation de la dette. Les accords avec la troïka seraient ainsi abolis par un choix souverain du peuple qui ne saurait être remis en question par la communauté internationale.

Malgré la prééminence de cette position, la gauche s'est retrouvée en porte-à-faux comme représentante abhorrée de la politique à Papa. Prise dans un mouvement qui la dépassait, sous la menace d'être taxée d'« *ennemie de la démocratie directe* », elle n'est pas parvenue à faire voter par l'assemblée (qu'elle noyait pourtant vigoureusement) un appel à l'organisation d'élections législatives. Pourtant, il en était question depuis le printemps, elle ne cessait de marteler cette idée via les média.

Le mouvement a laissé dans l'ombre plusieurs questions liées à la démocratie directe : celle de la séparation de l'Eglise et de l'Etat (question délicate pour le peuple grec) ou celle de l'inégalité des revenus. De façon générale, il s'est cantonné au terrain politique, en évitant d'étendre les discussions au domaine économique ou à d'autres aspects de la vie sociale. Il faut dire que cela aurait exigé plus que des déclarations. Cela aurait impli-

qué une confrontation avec les patrons et les bureaucrates syndicaux sur les lieux de travail, avec les mandarins à l'université, avec tous les petits chefs de la vie ordinaire. Cela n'a pas eu lieu pour différentes raisons. La mainmise syndicale n'y est pas étrangère. Ni surtout la relative réserve d'une grande partie de la population vis-à-vis d'un mouvement très (trop ?) novateur et sans porte de sortie institutionnelle. De même, la volonté de chasser immédiatement la classe politique sans en même temps s'appliquer à élaborer un projet politique concret pose problème. Ni l'assemblée populaire ni les commissions de politique et d'économie ne sont parvenues à fournir une réponse cohérente à la question cruciale : *quel régime mettre à la place de celui-ci ?* Aucune idée claire sur ce que serait la démocratie directe au niveau national n'a été formulée. Les défauts touchant au fonctionnement de l'assemblée peuvent aussi susciter une certaine réserve.

Le mouvement n'a cessé de mettre en avant la souveraineté populaire et l'indépendance comme revendications radicales propres à fédérer le peuple, et qui seraient accomplies après l'abolition de l'accord avec la troïka, la sortie de l'euro, la fin du régime politique actuel et l'instauration d'un autre régime « basé sur » la démocratie directe. En gros, la démocratie directe serait le cadre de déroulement des procédures qui donneraient naissance à ce nouveau régime. Parmi les procédures évoquées, on a souvent entendu parler d'Assemblée nationale constituante. L'assemblée populaire a aussi décidé d'organiser en septembre un contre-référendum en réponse à celui annoncé par le gouvernement et qui portera sur les « *grandes questions nationales actuelles* ». Comme tous les référendums dans l'histoire de la Grèce moderne, le contre-référendum porte sur *le type de régime*. Il s'adresse, curieusement, aussi aux Grecs de la diaspora. Le mouvement en appelle bien à une « *élaboration des propositions qui amélioreront, changeront ou renverseront les institutions démocratiques et le régime du pays* » et aussi à l'« *élaboration des propositions afin d'affronter à la fois la dette et les effets de la crise économique de façon qui sera profitable au peuple* ».

Mais la démocratie directe reste absente des thématiques du contre-référendum. C'est d'autant plus étrange que celle-ci a été mise en avant pendant plus d'un mois...

De la même manière, certaines questions majeures qui auraient dû concerner tout mouvement radical sont restées « à la porte » de *Syntagma*. Le discours dominant était caractérisé par un clivage profond entre « nous » les Grecs et « eux » les centres de décision de l'Europe et du FMI et leurs complices, les politiciens grecs qui nous ont « trahis ». A entendre beaucoup de participants, la crise ne frapperait pas les autres peuples et la nécessité d'une réponse internationale face à une crise qui touche toute la planète ne semble pas les avoir préoccupés. Au lieu de demander l'abolition de l'UE en tant qu'instance de domination et d'exploitation, par exemple, l'assemblée s'est bornée à demander que la Grèce en sorte. Corrélativement, la question du changement de paradigme, de mode de vie, face à des problèmes comme la destruction écologique de la planète et la nécessité d'une gestion différente des ressources naturelles n'ont pas été abordées en tant que questions politiques mondiales, mais plutôt dans des perspectives de bien-être personnel.

Engluées dans l'imaginaire de la société grecque actuelle, les tendances les plus lucides et courageuse ne semblent pas avoir pu prendre le dessus, malgré une réelle ambiance internationaliste (présence de drapeaux espagnols, tunisiens,...) et des initiatives en ce sens (organisations des journées de mobilisation paneuropéennes, discussions sur l'organisation d'une rencontre européenne voire internationale, conférence ouverte avec des invités syriens et égyptiens sur les mouvements arabes, etc.).

D'autres aspects problématiques du mouvement renforcent les réserves que nous devons émettre quant à sa radicalité. Un de ces aspects est le manque d'attachement des participants aux obligations qui découlent des décisions d'une assemblée générale. Les gens ont souvent manqué d'engagement et de responsabilité face aux décisions de l'assemblée générale, tout en montrant de l'intérêt et de l'attention pour le déroulement de la procédure en tant que telle. Non seulement trop peu de choses ont été décidées. En termes d'actions concrètes (le blocage du Parlement lors des trois journées de grève serait la plus importante d'entre elles). Mais les rares décisions prises n'ont, régulièrement, pas été clairement suivies d'effet, laissant subsister pour l'essentiel la logique de la substitution³⁷. Même si une multi-

³⁷ Par exemple, selon quelques camarades sur place, beaucoup de gens qui, dans l'assemblée populaire, avaient voté pour le blocage du Parlement à l'occasion des journées de grève étaient absents lorsqu'il a fallu passer aux actes. Ils ont laissé « les autres » s'affronter aux forces de l'ordre... Cf. par exemple «*Récit d'un participant sur la place Sytagma* ».

tude de comportements ont été exemplaires au vu du contexte et de l'urgence, il semble que la culture politique dominante et le type anthropologique qui lui est propre ait largement perduré. Il est aisé de parler de démocratie directe lorsque cela n'engage pas à assumer ses responsabilités et/ou ses erreurs, ni à admettre qu'elle implique notre investissement personnel et notre participation *active*. On peut d'ailleurs noter qu'aucune réflexion sérieuse sur les causes de la défaite du mouvement n'a été menée. Une tendance populaire a voulu réduire la démocratie directe à un outil, une simple procédure de prise de décisions dans l'Assemblée populaire.

Selon quelques participants, la jeunesse de *Syntagma* n'a fait, en somme, que répéter ce dont elle avait déjà l'expérience dans les amphithéâtres des universités, notamment depuis décembre 2008. Cela expliquerait pourquoi la question de l'extension de la démocratie directe à la production et à l'économie en général a été repoussée par les gens et pourquoi ce mouvement n'a pas du tout parlé d'autonomie. Mais ce diagnostic nous semble erroné : de plusieurs points de vue, les Assemblées athéniennes étaient bien mieux organisées et beaucoup moins bureaucratisées que celles des étudiants jusqu'ici, où ne s'exprimaient que des militants de droite ou de gauche devant un public homogène obnubilé par la reconduction des occupations des facultés. Le contraste est frappant avec les assemblées *réellement populaires* du printemps, où les gens se déplaçaient *pour débattre* en contestant *en permanence* les principes, les comportements et les prises de parole des gauchistes et des militants de tous les partis en général.

Ceux-ci n'ont d'ailleurs pas tardé à dénoncer l'acharnement du mouvement contre toute idéologie politique, sous prétexte que les gens devaient se dépouiller de leur identité politique, donc de leur parcours et de leur histoire, afin d'entrer dans le mouvement.

Il était pourtant clair aux yeux de tous que le mouvement ne voulait que se protéger de toute tendance partisane en posant comme condition de participation aux AG et aux commissions l'expression de chacun *en tant qu'individus*. Mais « *en tant qu'individus* » n'a jamais voulu dire dépouillés de nos identités politiques – et on ne voit pas ce que cela pourrait signifier. Par cette expression, l'assemblée refusait que l'on prenne la parole en tant que *représentant d'une organisation politique* (et encore plus précisément d'un parti). Cela n'a empêché personne de faire valoir le communisme ou l'anarchie, etc. A ce propos, les anarchistes se sont positionnés en faveur

d'un groupuscule maoïisant qui a tenté un coup d'éclat en installant sa table de propagande en plein milieu de la place où se déroulait l'assemblée générale centrale. Après que les gens leur ont demandé de déplacer leur barda vers la périphérie, où plusieurs organisations et collectifs disposaient leur matériel et leurs banderoles, les maoïstes ont entrepris tout un travail de sape et de diffamation à coups de commentaires et d'annonces sur le site « *Indymedia* » d'Athènes, prétendant que la Place était « *totalitaire* », « *anticommuniste* », etc. Tout cela n'avait rien à voir avec la réalité de l'assemblée, où le problème était au contraire celui d'un « parolisme », de discussions effrénées, bien plutôt qu'un nihilisme anti-idéologique de type libéral tel qu'on le rencontre habituellement. Il ne semble donc pas que le mouvement ait obéi à la logique des « démocraties » populaires du passé qui imposaient le bâillonnement des opposants comme condition d'accès à leur démocratie. A Syntagma, les gens se politisaient d'eux-mêmes et n'avaient aucun besoin d'être chapeautés par de quelconques chapelles. Ils déployaient en face d'elles une résistance admirable pour des novices et totalement innovante dans la tradition politique grecque. Reste que les difficultés d'organisation, d'élaboration de vision politique et de formulation demeurent patentes.

Malgré son caractère admirable et prometteur, ce mouvement a des limites évidentes. Son échec relatif, en tous cas l'échec de sa revendication principale, pourrait bien le faire passer rétrospectivement pour un sursaut « patriotique-national ». De même, l'extrême difficulté qu'il a rencontré à faire le deuil de la société d'abondance et de consommation pourrait le faire passer pour un simple mouvement de réaction face à l'effondrement du niveau de vie.

Tout cela suggère que le mouvement de *Syntagma* a, aussi, implicitement aspiré à sauver ce que la crise financière menace d'effacer : d'un côté l'unité du peuple, menacée par l'état lamentable du pays et par les conflits sociaux qui, surtout après les événements de décembre 2008, se sont aggravés. Et de l'autre, la prospérité et la puissance économique du pays.

Aujourd'hui (fin septembre), la situation en Grèce est indécise. On entend que le gouvernement projette de transformer son référendum en élections législatives d'ici à la fin de l'automne et qu'en même temps la droite

se prépare pour un éventuel gouvernement de coalition. Dans la presse de la gauche réformatrice sont récemment apparus des articles proposant un régime d'état d'urgence, avec un Premier ministre technocrate aux pouvoirs renforcés, contrôlé par le Parlement, afin de faire sortir le pays de l'impasse. De l'autre côté, des militaires en retraite préparent un nouveau parti politique. La sortie de l'euro dans un avenir proche ne semble pas possible, des nouvelles mesures d'austérité sont en cours d'élaboration, la colère et l'indignation du peuple s'accroissent.

Le mouvement des places a perdu sa première bataille et il n'a apparemment pas pu convaincre la société quant à ses visées, sa détermination et son efficacité. Tel qu'ils se présentent, les prochains mois poseront la question de la continuité du mouvement. Certains proposent de reprendre la mobilisation sur le mode de l'auto-organisation (syndicats autonomes de base, structures de coordination nationale, assemblées de quartiers) et lutter à la fois pour qu'elle soit étendue et approfondie au travail et dans la vie quotidienne.

« *Nous sommes à un stade embryonnaire de la démocratie directe* »

Entretien traduit du grec, publié sur notre site le 28 aout. Propos recueillis par notre collectif courant juillet. Sp. a 33 ans. Il milite depuis 15 ans dans les milieux anarchistes-autonomes et dans le syndicat de base de sa filière (travailleurs librairies, imprimeries et maisons d'édition). Il n'a pas participé intensivement aux activités du mouvement de la place de la Constitution, à l'exception de quelques assemblées générales et des trois journées de grève.

Commençons par les soulèvements arabes Comment penses-tu qu'ils ont influencé le mouvement de la place de la Constitution ?

En termes d'événements et de résultat final, il n'y a aucun rapport entre les deux. En termes de représentation, les soulèvements arabes ont influencé le mouvement actuel de manière positive. Dans les pays du Maghreb et en Egypte, le peuple s'est affronté à des régimes corrompus, autoritaires, et à des gouvernements illégitimes. Mais alors qu'ici le pacifisme était présenté comme un trait fondamental du mouvement et comme une attitude face à la répression, lors des soulèvements arabes, il y a eu de la violence, ça a été la guerre. Et ce qui est étonnant, c'est que ces peuples ont été intransigeants, prêts à aller jusqu'au bout. Ils n'auraient pas reculé s'ils n'avaient pas réussi à chasser les dictateurs. Ils ont affronté l'armée, il y a eu des morts, mais ils n'ont pas reculé. Et l'essentiel, c'est précisément cela. Ils ont réussi à atteindre leurs buts déclarés : les régimes se sont effondrés, les classes dominantes ont été chassées. Cela a laissé l'impression d'un peuple, d'hommes et de femmes ordinaires, qui se battent à mort et qui triomphent. En Grèce au contraire, on a échoué.

Une idée répandue veut que toute cette histoire ait commencé par des appels de citoyens « indignés » lancés à travers les réseaux sociaux. C'est aussi ton impression ?

Ecoute, les choses sont un peu complexes. En Grèce il y a depuis un certain temps une attitude assez courante de rejet des partis qui traduit une crise, disons, de confiance vis-à-vis du régime politique en général. Les gens n'ont pas confiance dans les politiciens, même s'ils votent pour eux. C'est la logique du bras d'honneur [assez typique en Grèce, le geste de la main ouverte est très insultant] devant le Parlement. Ils accusent les dépu-

tés de tous les maux et votent pour eux en même temps. C'est problématique, parce que ça vise aussi des gens qui ne sont pas directement impliqués dans les affaires. Les députés du PC et de Synaspismos [gauche réformatrice] n'ont pas la même participation au pouvoir et la même implication dans les scandales, la corruption, etc. Je veux dire que cette attitude obéit à la logique du « tous pourris ». En ce qui nous concerne, nous qui sommes contre le parlementarisme, qui mettons en avant la démocratie directe et qui visons toujours une société autonome et libertaire, cela ne nous réjouit pas : c'est très ambivalent et ça peut se retourner contre nous : cette mentalité antipolitique peut s'attaquer aussi à des initiatives qui essaieraient d'articuler un discours politique concret. Je veux dire que cette aversion pour l'organisation, pour l'engagement politique en général, et pour l'activité politique dans le cadre d'un parti cache deux pièges. Le premier c'est que ça pourrait conforter l'idée selon laquelle on pourrait se passer de toute logique d'organisation comme mode d'action politique en général. Autrement dit, qu'on pourrait quand même avancer sans engagement, sans prise de responsabilité et sans respect de procédures et de décisions collectives. Et le second, c'est que ça risque d'assimiler tous ceux qui forment des organisations, des collectivités politiques à des tricheurs, des imposteurs qui visent à instaurer un régime identique ou proche de celui en place actuellement. Je dirais donc qu'il n'y a pas une disposition, une volonté des gens d'intégrer toutes ces petites contre-structures qui sont en train de naître actuellement sur les places publiques, dans une logique d'organisation à grande échelle. Il est peut-être d'ailleurs trop tôt, vu que pour moi, en Grèce, tout cela ne fait que commencer. Je veux dire qu'il y a des germes, des choses qui ont surgi et qui pourraient peut-être conduire à des évolutions qu'on n'imagine pas. D'ailleurs, le fait qu'on ait mis en avant la démocratie directe est peut-être un signe.

C'est très intéressant. Comment penses-tu que la société perçoit cela ? Et pourquoi la démocratie directe ?

C'est un peu complexe. Et intriqué. Les mouvements des places publiques mettent en avant plusieurs choses. Ils demandent que le mémorandum soit supprimé [le Mémorandum désigne l'accord entre le gouvernement grec et la troïka (FMI, BCE, Commission Européenne) qui dicte la politique financière de l'Etat grec afin qu'il puisse rembourser sa dette], que le FMI et la troïka s'en aillent, que le gouvernement s'en aille aussi, que le pays sorte de l'UE. En tout cas, quand bien même le projet positif serait vraiment la démocratie directe, il ne saurait y avoir démocratie directe sans travail du local vers le global, l'universel. Ce travail au niveau du local (des quar-

tiers) cette élaboration et cette articulation n'ont pas encore été faits. Et cela parce que les assemblées de quartiers, par exemple, se bornent à une posture d'opposition. Les gens s'y rassemblent, discutent et font des choses mais n'ont pas encore essayé d'aller plus loin. Pour moi, s'orienter vers la démocratie directe, cela présuppose des structures qui fassent remonter le mouvement du local vers le global. Donc, pour commencer, les assemblées de quartiers devraient passer à une logique d'action plus étendue et plus profonde.

Tu peux développer, donner des exemples ?

Oui. Les assemblées de quartiers pourraient, par exemple, décider d'entreprendre des actions dans des domaines désertés par l'Etat, corriger les lacunes, les défauts, non dans une logique d'action complémentaire, mais à la racine. L'Argentine est un exemple en la matière. Quelques domaines de la fonction publique ainsi qu'une partie de l'activité privée sont passés à l'autogestion, à l'auto-organisation. Sans cela, dans un premier temps, il ne saurait y avoir de démocratie directe ; il ne saurait y en avoir, même sous la forme partielle et obscure dont les gens la conçoivent actuellement. Et puis, la démocratie directe doit être réalisée, structurée et déployée du bas vers le haut. Mais il est trop tôt. Nous sommes à un stade embryonnaire. Les gens commencent à peine à se parler, à discuter entre eux et à réfléchir à ces questions. Qui plus est, je ne sais pas vraiment ce qu'ils entendent par démocratie directe, ni si ceux qui en parlent la veulent vraiment ; j'ai quelques réserves là-dessus.

Comment comprends-tu cette contradiction entre les mots d'ordre radicaux comme « démocratie directe », « tout le pouvoir aux assemblées populaires », et les revendications réformistes ?

D'un certain point de vue, c'est normal. Cette contradiction reflète le caractère hétéroclite du mouvement. Ceux qui étaient déjà dans des organisations politiques mettent en avant les projets politiques de leur organisation. Ceux qui militaient dans le mouvement social en général mettent en avant leur idéologie. Ceux qui sont descendus dans la rue pour la première fois l'ont fait surtout pour dénoncer tout ce qui se passe et s'extérioriser. Il y a quand même une frange qui n'appartenait jusque là à aucune organisation ou structure, qui ne militait pas, mais qui veut prendre les choses au sérieux et qui se pose des questions, des gens qui veulent aller plus loin. Et sur ces gens-là, il est trop tôt pour se prononcer. Je dirais seulement que beaucoup de choses dépendront de la volonté de ces gens d'élucider ces questions et d'entreprendre une action politique.

Comme je l'ai dit, le mouvement est hétéroclite. Il y a des petit-bourgeois qui ne veulent pas faire le deuil de la consommation. Il y a des gens « à sec », en situation précaire, qui se rendent compte que ça ne peut plus durer ainsi. Il y en a d'autres qui ne veulent plus de ce régime politique et qui réalisent que le monde ne changera pas sans leur participation effective et active. Pour moi, il y a quatre éléments qui, globalement, caractérisent ce mouvement.

– D'abord, la lutte contre le mémorandum et les nouvelles mesures d'austérité.

– Ensuite, le succès rencontré par l'assemblée en tant que telle, l'assemblée comme institution si j'ose dire – et l'idée que la participation et la procédure en elles-mêmes sont des questions importantes, majeures.

– Troisièmement, une volonté de parler librement, de s'exprimer et, en même temps, une volonté que tous les points de vue, les opinions soient entendus.

– Et enfin, la mise en avant paradoxale de la démocratie directe. Il est paradoxal parce qu'une grande partie des gens impliqués dans le mouvement, et bien sûr de la société elle-même, n'est pas du tout dans cette logique, dans cet esprit et que, malgré ça, il a rencontré un succès stupéfiant ! Imagine-toi bien qu'il s'agit de toute une frange qui ne participait à rien, de gens qui n'avaient jamais – ou quasiment jamais – milité, qui étaient « exclus » – au sens où il manquait les structures qui auraient pu les intégrer, et où tout un système social concourait à leur non-participation. Et cela est d'autant plus contradictoire que les gens posent dès le début ce qui est le but final, le projet final. Et cela il ne faudrait pas le prendre comme quelque chose de négatif. Parce que les choses commencent à bouger maintenant, je pense.

Durant ce mouvement, il y a eu deux moments importants : le 15 juin et les 28-29 juin, ces trois jours ayant été des journées de grève générale. Quel a été l'héritage de ces trois journées ? Ont-elles contribué à faire avancer les choses, ou ont-elles constitué un recul ?

Je dois d'abord ajouter un mot à ce que je disais tout à l'heure. En un certain sens, les « indignés » proprement dits, c'est toute cette « masse cruciale », qui n'est ni les déjà-politisés, ni les syndiqués, ni les militants en général, ni les petit-bourgeois qui veulent revenir à leur niveau de vie antérieure, ni une partie des précaires. Je veux dire par là que les « indignés » d'aujourd'hui ne sont pas les « indignés » d'autrefois – qui ne se satisfaisaient ni de la situation ni du système politique en général et qui voulaient

autre chose, ce qui, pour eux, était concret et clair (leur propre programme ou idéologie politique par exemple). Ceux d'aujourd'hui ne veulent pas de ce qui se passe actuellement mais ils ne savent pas non plus ce qu'ils veulent ni quoi faire.

Je dis cela parce que c'est lié à la réponse à ta question. En fait, et c'est pour cela que les deux dates sont importantes, cette « masse cruciale » n'est pas descendue dans la rue pendant les jours de grève générale. Le 15 juin surtout, jour le plus important à mes yeux, les gens en grève et dans la rue étaient ceux qui participent régulièrement aux mobilisations. Je veux dire que cette « masse cruciale », lors de ces trois jours, a fait ce qu'elle faisait auparavant. Elle n'y a pas participé. C'est pour cela que toute cette histoire de blocage a abouti à un échec, ça n'a été qu'une fanfaronnade déconnectée du mouvement, de ses limites, de l'état d'esprit des gens. Bref, je dirais que durant ces trois jours les indignés ont déserté les initiatives des franges les plus mobilisées et les plus combattives de la société.

A cela s'ajoute le fait que lors des rassemblements paneuropéens, les dimanches [où l'assemblée appelait les autres peuples à se mobiliser], il y avait énormément de monde sur la place de la Constitution. Les indignés étaient là le dimanche 12 juin, chahutant et dénonçant tous azimuts, mais ils étaient absents le mercredi 15, jour de la grève générale et du blocage du Parlement. Idem pour les événements des 28-29 juin, qui ont tourné en défaveur du mouvement parce que d'un côté les indignés étaient absents, et que de l'autre, la répression a accéléré sa dégénérescence.

Est-ce que cela est dû au fait que l'objectif du blocage était peut-être trop ambitieux ?

Je pense que l'objectif lui-même n'était peut-être pas trop ambitieux. Le problème c'est que les gens, lors des assemblées avant le 15 juin, ont voté pour le blocage, puis ont laissé les autres aller s'affronter aux flics. Et là surgit le problème principal de l'engagement et de la responsabilité. La démocratie directe exige une participation active et un investissement personnel. Cela n'a pas été compris.

C'est un problème majeur. Penses-tu que cette attitude est courante dans la société grecque actuellement ?

La culture politique du régime représentatif est précisément de produire des individus, des attitudes, des comportements « irresponsables-responsables ». A travers la violence de toute la structure sociale, à travers le modèle de représentation qu'il propose, le régime actuel oblige, ou incite, soit

à la non-participation, soit à la participation partielle. Je pense que ce qu'on a vu de l'attitude des indignés est un produit, un résultat du système. Elle est « normale », habituelle. Et la situation actuelle, vue globalement, est en quelque sorte l'expression en creux de la crise du système représentatif. En conséquence, si les gens veulent dépasser les limites du mouvement de la place de la Constitution, ils devront combler cet écart entre leurs mœurs politiques actuelles et l'attitude qu'exige un régime vraiment démocratique.

Pourrais-tu nous parler un peu de la provenance de classe des gens qui ont participé dans ce mouvement ?

C'était assez hétérogène. Il y avait des gens de presque toutes les couches moyennes. Il y avait même des patrons de PME. Il y avait aussi beaucoup de petit-bourgeois avec tout ce que cela comporte de négatif. Il y avait aussi clairement des jeunes « précaires » et des gens issus de couches plus populaires. Mais pas d'immigrés, ni de gens issus des couches les plus basses ou à la limite de la pauvreté, ni les marginaux ou les lumpen. Contrairement à décembre 2008, ces gens-là étaient exclus. De plus, je ne pense pas que les structures et les procédures du mouvement auraient pu les intégrer. Il y avait une distance culturelle qui n'a pas pu être comblée.

Le programme de moyen terme a été voté [il s'agit du paquet de nouvelles mesures d'austérité pour la période 2011-2015 afin que l'Etat grec puisse équilibrer ses finances publique], et le mouvement de la place est en train de s'essouffler. Comment vois-tu l'évolution des choses dans les mois à venir ?

Je pense que dans la société, il y aura, en gros, deux tendances : celle qu'on appelle le cannibalisme social, et celle qui mettra en avant la solidarité et l'entraide. Et je pense que la première l'emportera, étant donné la culture et le type anthropologique dominants. De la part des gens du mouvement social, il y aura un effort pour continuer le combat, sous de formes qui restent à définir. Ce qui est sûr, pour moi, c'est que la violence va augmenter. Je parle de la violence sociale, interclasse, interpersonnelle, dans la vie quotidienne, au travail. L'enjeu consistera en la disposition, en la volonté des gens de contribuer à la solidarité sociale et à l'entraide. Au niveau local, dans les quartiers, l'enjeu principal sera l'attachement des gens à la participation active aux luttes collectives et à la solidarité.

Compte tenu de l'histoire particulière de la Grèce moderne, penses-tu qu'une guerre civile est probable ?

C'est sans doute la question la plus pertinente et la plus cruciale. Je ne pense pas d'ailleurs que la guerre civile soit finie. Je te rappelle qu'un des slogans écrits sur les murs lors des événements de décembre 2008 était : « *L'accord de Varkiza*³⁸ *n'est plus valide, on est en guerre* ». De plus, lors du mouvement, il y avait aussi une logique de Varkiza, si j'ose dire : c'est dans ce sens que j'interprète l'appel à l'unité, selon lequel on serait « tous ensemble », on serait « unis », on aurait un ennemi « commun », notre but « commun » serait de chasser la troïka et d'abolir le programme de moyen terme, etc. Mais ce n'est pas vrai. La guerre civile n'est pas finie. Et j'ose dire qu'elle est déjà là, dans un certain sens : depuis plusieurs années, il y a une frange de la société grecque dont les dominants se fichent, même s'ils n'arrêtent pas de répéter les âneries sur « la participation aux élections, etc ». Et cette frange pourrait atteindre entre dix et vingt pour cent de la population. Alors qui sont ces gens-là ? Ce sont peut-être des électeurs du PC ou de Synaspismos. Ce sont peut-être aussi ces gens qui ne participent à rien et qui l'admettent cyniquement. Je veux dire qu'il y a une partie de la population qui est négligée, dont on se fout, mais aussi dont on ne parvient pas à cerner l'état d'esprit. Je peux seulement dire que beaucoup parmi les indignés appartiennent à cette catégorie-là, et donc que les indignés ont aussi été, entre autres, ceux dont on ne voulait pas entendre la parole. Il y a aussi la mouvance anarchiste-antiautoritaire-autonome qui a beaucoup augmenté en nombre depuis décembre 2008. Ce qui pourrait déclencher une guerre civile ouverte, ce serait une dictature, modérée ou brutale. Bien sûr, une telle dictature est déjà là, sous la forme du régime parlementaire. C'est la démonstration de ce que nous disions depuis toujours, à savoir que le parlementarisme est, essentiellement, une dictature – mais on nous prenait pour des extrémistes. En tout cas, la possibilité d'une dérive dictatoriale est une des raisons pour lesquelles je pense qu'il faudra quitter le modèle centraliste de la place de la Constitution et se tourner vers le local, les quartiers. Ce centralisme reproduit en creux celui du Parlement.

Comment comprends-tu cet appel constant et obsessionnel à l'unité et ce rejet des partis politiques ? Cet appel pourrait-il cacher le danger d'une évolution vers des phénomènes de manipulation de masse ?

³⁸ NDT : L'accord de Varkiza fut signé en février 1945, après les affrontements sanglants de décembre 44 entre les forces armées des communistes d'un côté et l'armée britannique et les forces du gouvernement officiel de l'autre. Il imposait le désarmement des communistes qui, après avoir mené la résistance contre les nazis et gagné un soutien social considérable, aspiraient au pouvoir. En contrepartie, leur intégrité physique devait être garantie. Ce dernier terme ne fut respecté ni par l'Etat ni surtout par les milieux de droite et, un an plus tard, la guerre civile éclatait

Je répondrai en commençant par la fin de ta question : heureusement qu'il n'y a eu, jusqu'à présent, aucun leader charismatique capable de regrouper les gens autour de lui. D'un autre côté, il est évident que le PASOK n'a pas besoin de leaders, de dictateurs. Le PASOK est un dictateur collectif et il s'en sort très bien. Dans quelque temps, il aura peut-être recours à un gouvernement de coalition. Et quand ce gouvernement ne pourra plus continuer, alors là, on verra peut-être un gouvernement de technocrates universellement acceptés. Cela est déjà mis en avant par quelques libéraux. Ils proposent un gouvernement de spécialistes qui ne se sont pas mêlés de politique auparavant – et qui sont, donc, incorruptibles.

Lors des premiers jours du mouvement, on a aussi entendu cette idée, exprimée par des participants, de remplacer les politiciens corrompus actuels par une oligarchie de spécialistes.

Cette idée a surtout été élaborée et diffusée par la nomenklatura grecque. Tous ceux, de droite ou du PASOK qui ont participé au mouvement l'ont bien accueillie, je pense. Mais il me semble qu'un tel régime serait un régime d'état d'urgence. Ce serait une version modérée de la dictature, molle si je puis dire. Mais je reviens à mon idée centrale qui veut que le régime représentatif est déjà cela. On a pu le constater lors des événements du 29 juin, en termes de répression et de « gestion » d'une foule enragée.

Sur la question de l'unité : ça pourrait être une sorte de prise de conscience collective de la situation merdique dans laquelle nous nous trouvons « tous ensemble ». Ça pourrait aussi dissimuler un apolitisme sous-jacent, dans le sens où ça nous évite de parler du fait qu'on n'a rien fait depuis longtemps et qu'actuellement nous nous unissons derrière un projet commun que, cependant, nous n'explicitons ni n'essayons de réaliser. Il est vrai que l'invocation de l'unité était constante lors des grands moments révolutionnaires du passé, mais pas du tout sous la forme qu'elle a prise lors de ce mouvement. Enfin, l'unité est invoquée par les indignés les plus atypiques, si je puis dire : des gens de droite, une partie des gens du PASOK, en général les gens les mieux intégrés au système actuel. Et ils le font afin de maintenir dans la société la mentalité apolitique, et de faire reculer les dispositions radicales. Bref, je trouve que la logique de l'unité devient une arme contre les idées politiques, contre les propositions politiques concrètes et les projets, qu'on y souscrive ou pas.

Bibliographie indicative

- **Sur la Grèce contemporaine**

About Edmond, *La Grèce contemporaine* (1854) Disponible en version numérique sur le site <http://fr.wikisource.org>

About Edmond, *Le Roi des montagnes* (1857) Disponible en version numérique sur le site <http://fr.wikisource.org> (About nous offre un regard ethnographique très intéressant sur la mentalité du grec moderne. Même si son approche est souvent exagérée, voire schématique, l'auteur saisit bien quelques caractéristiques fondamentales de la constitution sociale et anthropologique de la Grèce moderne).

Svoronos Nicolas, *Histoire de la Grèce moderne*, Paris, 1964.

Meynaud Jean, *Les forces politiques en Grèce* (1965)

Tsoukalas Constantin, *La Grèce de l'indépendance aux colonels*, Maspero, 1970 (Ouvrage qui exprime un point de vue social-démocrate et marxiste).

Stinas A., *Mémoires. Un révolutionnaire dans la Grèce du XX^e siècle*, Paris, La Brèche-PEC, 1977. (Témoignage indispensable, rédigée par le « père spirituel » de C. Castoriadis, qui démythifie les récits historiques officiels tant de gauche que de droite, en abordant son sujet d'un point de vue démocratique et libertaire).

- **Sur la Grèce antique**

Castoriadis Cornelius *Ce qui fait la Grèce, 1. D'Homère à Héraclite* (2004) & *Ce qui fait le Grèce 2. La cité et les lois* (2008), Seuil

Finley Moses I. *Démocratie antique et démocratie moderne* (1976), Payot 2003

- **Sur la démocratie directe et la situation générale**

Manin Bernard, *Principes du gouvernement représentatifs* (1995), Flammarion

Arendt .Hannah, *La crise de la culture, huit exercices de pensée politique* (1972) Gallimard, 2000

Lasch Christopher *La révolte des élites* (1994), Climats, 1996.

Nous assistons dans notre quotidien, dans la rue, au travail, à un effondrement progressif de tout ce qui donne sens à notre vie. Face à cette *montée de l'insignifiance*, comme beaucoup nous ne pouvons vivre que par l'espoir qu'il est possible de changer le cours des choses.

Cette course dévastatrice est menée par une minorité régnante n'agissant que pour l'obsession de l'accumulation, de la domination et de la puissance. Les « démocraties représentatives », et les révoltes actuelles mènent à des impasses. Seul un *réveil des populations* et leur engagement pour un monde viable et décent pourra poser les réels problèmes qui les traversent. Vouloir la liberté aujourd'hui, c'est vouloir une rupture claire menée par l'ensemble de la population : une *auto-transformation de la société*.

Nous voulons une véritable démocratie, exercée par les peuples où les gens décident eux-mêmes de la direction et du fonctionnement de leurs sociétés. Cela implique un individu capable de respecter, d'interroger, de critiquer et de créer aussi bien les règles communes que les siennes propres. Il ne s'agit pas de rêver à un paradis, mais de faire advenir une civilisation digne, libre et responsable. Nous voulons donc une société qui pose explicitement et lucidement ses propres limites, qui rompt ainsi clairement avec l'idéologie dominante. Il y a d'abord à se réapproprier de manière critique des attitudes propres aux régions dites « sous-développées » : solidarité, don, entraide, convivialité, hospitalité, honnêteté, qui sont l'essence d'une société digne.

Un certain nombre de mesures s'imposent pour vivre la *prudence* dans le domaine techno-scientifique, la *frugalité* dans la consommation, et la *sagesse* dans les affaires publiques. Il n'est ainsi possible d'entraver la soif du pouvoir qu'en organisant toutes les institutions autour d'*assemblées souveraines*, de mandats révocables et de rotation des tâches. Et on ne peut se débarrasser de la recherche illimitée de profit qu'en établissant ensemble une *égalité stricte des revenus*, et une *redéfinition collective des besoins*. Rien de tout cela n'est naturel, ni inéluctable, ni surtout impossible : de telles ruptures sont déjà survenues dans l'histoire.

Nous nous inscrivons dans ce projet d'autonomie issu des siècles de luttes collectives qui refusèrent un ordre imposé par une autorité extérieure inaccessible : Traditions, Dieux, Nature, Science, Marché ou Parti. Né dans la Grèce antique et réinventé en occident, il fut incarné par la Renaissance, les Lumières, la révolution française, le mouvement ouvrier, les conflits de décolonisation, puis les combats des femmes, des jeunes, des minorités et des écologistes. Ce projet d'égalité et de justice est aujourd'hui *moribond*, piétiné au profit de l'autre création historique de l'occident, la *délirante rationalité instrumentale* étendue à tous les domaines de la vie.

L'objet de notre collectif est que ce projet (re)devienne un véritable projet de civilisation. Notre besoin est pressant d'une intelligence collective capable de réflexion théorique, de parole publique comme d'intervention pratique. Les forces capables de le porter sont encore dispersées et souvent s'ignorent elles-mêmes. Notre recherche d'autonomie individuelle et collective n'a de sens que dans une pratique concrète sans cesse recommencée, inscrite dans la vie ordinaire, une progression à tâtons.